



AVIS GÉNÉRAL

Les documents faisant partie de l'ordre du jour ci-joint, ont force de la loi, que s'ils ont été entérinés par le Conseil municipal.

Prière de vérifier auprès de l'administration si des modifications et/ou des retraites de sujets ont été effectués.

DIFFUSION EN DIRECT SUR YOUTUBE

Nous encourageons les membres du public de visionner les délibérations du conseil en direct sur la chaîne YouTube de La Nation du confort de leur maison.

Vous pouvez visiter la [chaîne YouTube de La Nation](#) pour visionner les réunions.

En raison de l'espace limité, une inscription pour réserver une place est fortement recommandé afin d'assister à une réunion en présentiel. Si vous voulez réserver un siège, veuillez communiquer avec le bureau de la Greffe au 613-764-5444, poste 242 ou par courriel à janglois-caisse@nationmun.ca.

QUESTIONS ET COMMENTAIRES

Vous pouvez soumettre vos questions ou commentaires portant sur l'un des sujets à l'ordre du jour en remplissant notre formulaire en ligne avant midi le jour de la réunion : <https://nationmun.ca/conseil-et-employes/conseil/proces-verbaux-et-ordres-du-jour#questions>.



Corporation de la municipalité de La Nation Ordre du jour

Information de la réunion

Numéro de réunion : 2023-10

Type : Ordinaire

Date : 8 mai 2023

Heure : 16h30

Endroit : Hôtel de Ville, 958 Route 500 W, Casselman, Ontario

Président : Francis Brière, Maire

Préparé par : Julie Langlois-Caisse, Assistante administrative

Vidéo : la réunion du Conseil sera diffusée en direct sur [YouTube](#)

Sujets à l'horaire précis :

16h30 : Huis clos

Ordre du jour

1. Ouverture de l'assemblée

2. Modifications et additions à l'ordre du jour

3. Adoption de l'ordre du jour

4. Déclaration de conflit d'intérêt

5. Session Huis clos

5.1 Procès-verbaux des sessions tenues à huis clos le 24 avril 2023

5.2 Josée Brizard, DG-Greffière

5.2.1 Négociations avec une corporation, offre de service

Section 239(2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

k) une position, un projet, une ligne de conduite, une norme ou une instruction devant être observé par la municipalité ou le conseil local, ou pour son compte, dans le cadre d'une négociation actuelle ou éventuelle

6. Adoption des procès-verbaux des séances précédentes

6.1 Procès-verbal de la réunion de Conseil ordinaire tenue le 24 avril 2023

6.2 Procès-verbal de la réunion publique de zonage tenue le 24 avril 2023

7. Adoption des recommandations des comités du conseil municipal

7.1 Procès-verbal de la réunion du Comité directeur du patrimoine et de la culture tenue le 28 mars 2023

8. Réception des rapports mensuels des membres de l'administration

8.1 Guylain Laflèche, Directeur des règlements municipaux

8.1.1 Rapport BL-01-2023 – Règlement pour l'entretien des propriétés 71-2023

8.2 Éric Leroux, Surintendant du drainage

8.2.1 Rapport de drainage 2023-0404 – avril 2023

8.3 Josée Brizard, DG-Greffière

8.3.1 Correction de la résolution 107-2023

9. Avis de motions proposées

10. Affaires découlant des réunions précédentes

11. Délégations

12. Règlements municipaux

13. Approbation du rapport de variance et comptes fournisseurs

13.1 Comptes payables

14. Autres

14.1 Demande de don, Corps des Cadets 2804 de Casselman

15. Rapports mensuels divers

15.1 BESO, Flambées en cours

16. Correspondance

16.1 AMO – Watchfile

16.2 Cité de Clarence-Rockland – Réunion spéciale – Examen du rapport de l'ingénieur du drain municipal de Cobb's Lake Creek

- 16.3** Canton de Archipelago - Action de gestion routière sur les phragmites envahissants
- 16.4** Ville de Cochrane – Résolution au sujet du défi historique pour les femmes en politique
- 16.5** Ville de Stratford – Lettre au Premier Ministre Trudeau au sujet du financement et du soutien pour le service VIA Rail
- 16.6** Canton de Alnwick - Endossement d'une résolution pour demander à la Province d'utiliser toutes les ressources disponibles pour produire un registre permanent des électeurs de la plus haute qualité.
- 16.7** Canton de Puslinch – Notice au Ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs demandant que les déchets sur le côté de l'autoroute 401 soit nettoyés
- 16.8** Ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs - Journée provinciale d'action contre les détritrus, qui aura lieu le mardi 9 mai 2023

17. Événements à venir

- 17.1** 9 mai 2023 – Journée provinciale d'action contre les détritrus
- 17.2** 13 mai 2023 – Marché printanier de St-Albert au Centre communautaire de St-Albert
- 17.3** 13 mai 2023 – Atelier de cuisine Parents/grands-parents avec enfants/ados au Complexe Sportif de La Nation
- 17.4** 15 mai 2023 – Réunion du Comité de dérogation mineure
- 17.5** 25 mai 2023 – Bingo de St-Isidore, à la Salle communautaire de l'Aréna de St-Isidore
- 17.6** 28 mai 2023 – Portes ouvertes à l'église St-Bernard de Fournier
- 17.7** 29 mai 2023 – Réunion de Conseil ordinaire et Réunion publique de zonage
- 17.8** 11 juin 2023 – *Vankleek Hill Myeloma Canada Ride*

18. Règlement pour confirmer les procédures du Conseil

19. Ajournement



Corporation de la municipalité de La Nation Procès-verbal

Information de la réunion

Numéro de réunion : 2023-09

Type : Ordinaire

Date : 24 avril 2023

Heure : 16h30

Endroit : Hôtel de Ville, 958 Route 500 W, Casselman, Ontario

Président : Francis Brière, Maire

Préparé par : Julie Langlois-Caisse, Assistante administrative

Vidéo : la réunion du Conseil sera diffusée en direct sur [YouTube](#)

Sujets à l'horaire précis :

16h30 : Huis clos

17h30 : Réunion publique de zonage

18h30 : Délégation, Eric Collard, Sentier récréatif de Prescott-Russell

Présence des membres du Conseil

Maire Francis Brière, oui

Conseiller quartier 1 Tim Stewart, oui

Conseiller quartier 2 Alain Mainville, oui

Conseiller quartier 3 Danik Forgues, oui

Conseiller quartier 4 Raymond Lalande, oui

Conseiller quartier 5, Daniel Boisvenue, oui

Conseillère quartier 6 Marjorie Drolet, oui

Présence du personnel municipal

Josée Brizard, DG-Greffière

Julie Langlois-Caisse, Assistante administrative
 Guylain Laflèche, Directeur de l'urbanisme
 Yannick Hamel, Gérant des TI
 Marc Legault, Directeur des travaux publics
 Doug Renaud, Directeur de l'eau et des eaux usées
 Carol Ann Scott, Directrice des loisirs

Invités présents

Aucun

Membres du public présents

Éric Collard, Sentier récréatif de Prescott-Russell

Ordre du jour

1. Ouverture de l'assemblée

Résolution : 133-2023

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ouverte.

Adoptée

2. Modifications et additions à l'ordre du jour

Modification

- **Sujet à huis clos 5.4.1** Dans le titre du Rapport AD-RH-03-2023, « employé » est remplacé par « employés »

3. Adoption de l'ordre du jour

Résolution : 134-2023

Proposée par: Daniel Boisvenue

Appuyée par: Tim Stewart

Qu'il soit résolu que l'ordre du jour soit accepté incluant les modifications apportées séance tenante, le cas échéant.

Adoptée

4. Déclaration de conflit d'intérêt

Aucune

5. Session Huis clos

Ajournement pour huis clos

Résolution : 135-2023

Proposée par: Marjorie Drolet

Appuyée par: Raymond Lalande

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ajournée à **16h31** pour une session à huis clos conformément aux sections suivantes de la Loi municipale 2001 :

Section 239 (2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

- b)** des renseignements privés concernant une personne qui peut être identifiée, y compris des employés de la municipalité ou du conseil local;
- c)** l'acquisition ou la disposition projetée ou en cours d'un bien-fonds par la municipalité ou le conseil local;
- d)** les relations de travail ou les négociations avec les employés;
- e)** les litiges actuels ou éventuels, y compris les questions dont les tribunaux administratifs sont saisis, ayant une incidence sur la municipalité ou le conseil local;
- f)** les conseils qui sont protégés par le secret professionnel de l'avocat, y compris les communications nécessaires à cette fin;
- i)** un secret industriel ou des renseignements d'ordre scientifique, technique, commercial, financier ou qui ont trait aux relations de travail, communiqués à titre confidentiel à la municipalité ou au conseil local et qui, s'ils étaient divulgués, pourraient, selon toutes attentes raisonnables, avoir pour effet de nuire gravement à la situation concurrentielle ou d'entraver gravement les négociations contractuelles ou autres d'une personne, d'un groupe de personnes ou d'une organisation;

Adoptée

Réouverture après huis clos

Résolution : 136-2023

Proposée par: Marjorie Drolet

Appuyée par: Daniel Boisvenue

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit rouverte à **17h24**

Adoptée

5.1 Procès-verbal de la session tenue à huis clos le 3 avril 2023

5.2 Réseau régional de l'Est Ontario – Projet d'amélioration des services cellulaires

Section 239(2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

- i)** un secret industriel ou des renseignements d'ordre scientifique, technique, commercial, financier ou qui ont trait aux relations de travail, communiqués à titre

confidentiel à la municipalité ou au conseil local et qui, s'ils étaient divulgués, pourraient, selon toutes attentes raisonnables, avoir pour effet de nuire gravement à la situation concurrentielle ou d'entraver gravement les négociations contractuelles ou autres d'une personne, d'un groupe de personnes ou d'une organisation;

5.3 Guylain Laflèche, Directeur de l'urbanisme

5.3.1 Rapport PLA-6-2023 – Acquisition de terrain pour développement

Section 239(2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

- b)** des renseignements privés concernant une personne qui peut être identifiée, y compris des employés de la municipalité ou du conseil local;
- c)** l'acquisition ou la disposition projetée ou en cours d'un bien-fonds par la municipalité ou le conseil local;
- e)** les litiges actuels ou éventuels, y compris les questions dont les tribunaux administratifs sont saisis, ayant une incidence sur la municipalité ou le conseil local;
- f)** les conseils qui sont protégés par le secret professionnel de l'avocat, y compris les communications nécessaires à cette fin;

Résolution : 163-2023

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Tim Stewart

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la recommandation telle que présentée en session à huis clos à sa réunion du 24 avril 2023 par le Directeur de l'urbanisme dans son rapport PLA-6-2023.

Adoptée

Ajournement pour la réunion de zonage

Résolution : 139-2023

Proposée par: Alain Mainville

Appuyée par: Raymond Lalande

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ajournée à **17h26** pour une réunion publique de zonage.

Adoptée

Réouverture après la réunion de zonage

Résolution : 142-2023

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Raymond Lalande

Qu'il soit résolu que l'assemblée du conseil soit rouverte à **17h41**.

Adoptée

6. Adoption des procès-verbaux des séances précédentes

6.1 Procès-verbal de la réunion de Conseil ordinaire tenue le 3 avril 2023

Résolution : 137-2023

Proposée par: Alain Mainville

Appuyée par: Danik Forgues

Qu'il soit résolu que le procès-verbal de l'assemblée suivante soit adopté tel que présenté:

- Procès-verbal de la réunion de Conseil ordinaire tenue le 3 avril 2023.

Adoptée

7. Adoption des recommandations des comités du conseil municipal

7.1 Procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration de la bibliothèque municipale tenue le 9 mars 2023.

Résolution : 138-2023

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Tim Stewart

Qu'il soit résolu que le procès-verbal de l'assemblée suivante soit adopté tel que présenté :

- Procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration de la Bibliothèque municipale tenue le 9 mars 2023.

Adoptée

8. Réception des rapports mensuels des membres de l'administration

8.1 Marc Legault, Directeur des travaux publics

8.1.1 Rapport TP-07-2023 – Achat de deux boîtes à sel et d'une lame à neige

Résolution : 143-2023

Proposée par: Raymond Lalande

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la recommandation telle que présentée à sa réunion de conseil du 24 avril 2023 par le Directeur des travaux publics dans son rapport TP-07-2023.

Adoptée

8.1.2 Rapport TP-08-2023 – Location d’une nouvelle pelle mécanique

Résolution : 144-2023

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Daniel Boisvenue

Qu’il soit résolu que le rapport TP-08-2023 soit reçu à la réunion de Conseil tenue le 24 avril 2023.

Qu’il soit aussi résolu que le Directeur des travaux publics soit autorisé à signer le contrat avec Delta Power Equipment.

Adoptée

8.1.3 Fermetures de routes – Festival du Canard et de la Plume

Résolution : 145-2023

Proposée par: Alain Mainville

Appuyée par: Marjorie Drolet

Qu’il soit résolu que le Conseil approuve la fermeture de la rue Champlain, entre la rue De l’Arena et la rue Sabourin, la fermeture de la rue De l’Arena, entre la rue Champlain et la Caserne de pompier, et la fermeture de la rue Ranger, à St-Isidore, les 8, 9 et 10 juin 2023 entre 7h00 et 17h00.

Adoptée

8.2 Carol Ann Scott, Directrice des loisirs

8.2.1 Rapport RE-05-2023 – Camps d’été de St-Isidore et Limoges

Résolution : 148-2023

Proposée par: Marjorie Drolet

Appuyée par: Daniel Boisvenue

Qu’il soit résolu que le Conseil approuve la recommandation telle que présentée à sa réunion du 24 avril 2023 par la Directrice des loisirs dans son rapport RE-05-2023.

Adoptée

8.2.2 Rapport RE-06-2023 – Tonte et entretien de gazon

Résolution : 149-2023

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Tim Stewart

Qu’il soit résolu que le Conseil approuve la recommandation telle que présentée à sa réunion du 24 avril 2023 par la Directrice des loisirs dans son rapport RE-06-2023.

Adoptée

8.2.3 Hôpital Général de Hawkesbury – Clinique mobile de consultation en santé mentale et toxicomanie

Résolution : 150-2023

Proposée par: Daniel Boisvenue

Appuyée par: Marjorie Drolet

Qu'il soit résolu que le Conseil autorise la DG-Greffière à signer le Contrat de Service avec l'Hôpital Général de Hawkesbury pour la Clinique mobile de consultation en santé mentale et toxicomanie.

Adoptée

8.3 Doug Renaud, Directeur de l'eau et des eaux usées

8.3.1 Rapport d'inspection pour le système d'eau potable de Limoges 2022-2023

Résolution : 146-2023

Proposée par: Daniel Boisvenue

Appuyée par: Tim Stewart

Qu'il soit résolu que le Conseil reçoive le Rapport d'inspection pour le système d'eau potable de Limoges 2022-2023 du Ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs.

Adoptée

8.3.2 Rapport d'inspection pour le système d'eau potable de St-Isidore 2022-2023

Résolution : 147-2023

Proposée par: Daniel Boisvenue

Appuyée par: Tim Stewart

Qu'il soit résolu que le Conseil reçoive le Rapport d'inspection pour le système d'eau potable de St-Isidore 2022-2023 du Ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs.

Adoptée

8.4 Todd Bayly, Chef du service de bâtiment

8.4.1 Rapport statistique des permis de constructions – Mars 2023

Résolution : 151-2023

Proposée par: Raymond Lalande

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil reçoive les rapports sur les statistiques de permis de construction pour le mois de mars 2023.

Adoptée

8.5 Éric Leroux, Surintendant de drainage

8.5.1 Rapport de drainage mars 2023 – 2023-0304

Résolution : 152-2023

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Tim Stewart

Qu'il soit résolu que le Conseil reçoive le rapport 2023-2024 de Leroux Consultant, le Surintendant de drainage, pour le mois de mars 2023.

Adoptée

9. Avis de motions proposées

10. Affaires découlant des réunions précédentes

11. Délégations

11.1 Éric Collard, Sentier récréatif de Prescott-Russell

12. Règlements municipaux

12.1 Règlement 67-2023 – Changement de zonage pour le lotissement Ladouceur

Résolution : 153-2023

Proposée par: Daniel Boisvenue

Appuyée par: Marjorie Drolet

Qu'il soit résolu que le règlement n° 67-2023, tel que décrit à l'ordre du jour le 24 avril 2023, soit lus et adoptés en première, deuxième, et troisième lecture.

- Règlement 67-2023 – Changement de zonage pour le lotissement Ladouceur

Adoptée

13. Approbation du rapport de variance et comptes fournisseurs

13.1 Comptes payables

Résolution : 154-2023

Proposée par: Daniel Boisvenue

Appuyée par: Danik Forgues

Qu'il soit résolu que le conseil approuve les comptes payables jusqu'au 15 mai 2023.

pièce justificative 8 : **1 198 181,65 \$**

Adoptée

14. Autres

- 14.1** Demande de don, Union Culturelle des Franco-Ontariennes de St-Isidore
Activités pour l'année

Résolution : 155-2023

Proposée par: Alain Mainville

Appuyée par: Tim Stewart

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve de remettre un don de 500,00\$ à l'Union Culturelle des Franco-Ontariennes de St-Isidore, 250,00\$ provenant du compte de don du quartier 1 et 250,00\$ provenant du compte de don du quartier 2.

Adoptée

- 14.2** Demande de permis pour une occasion spéciale, Club optimiste de St-Isidore
Festival du Canard et de la Plume

Résolution : 156-2023

Proposée par: Alain Mainville

Appuyée par: Raymond Lalonde

Qu'il soit résolu que le Conseil de la Municipalité de La Nation endosse et appuie la demande auprès de la province pour un permis d'occasion spéciale pour l'événement qui aura lieu le 10 juin 2023 dans le Village de St-Isidore, ceci étant une activité municipal significative.

Qu'il soit aussi résolu que la Municipalité de La Nation n'assume aucune responsabilité pour les réclamations et/ou poursuites éventuelles résultant de ces activités.

Adoptée

- 14.3** Demande de don, Ligue de dards de Fournier
Activités pour l'année

Résolution : 157-2023

Proposée par: Tim Stewart

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve de remettre un don de 200,00\$ à la Ligue de dards de Fournier, 100,00\$ provenant du compte de don du Maire et 100,00\$ provenant du compte de don du quartier 1.

Adoptée

- 14.4** Demande de don, Comité des loisirs de Limoges

14.4.1 Activités annuelles du comité

Résolution : 158-2023

Proposée par: Marjorie Drolet

Appuyée par: Daniel Boisvenue

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve de remettre un don de 3 000,00\$ au Comité des Loisirs de Limoges, 1 500,00\$ provenant du compte de don du quartier 5 et 1 500,00\$ provenant du compte de don du quartier 6.

Adoptée

14.4.2 Activités annuelles du Club optimiste de Limoges (présentement inactif) qui ont été prises en charge par le Comité

Résolution : 159-2023

Proposée par: Marjorie Drolet

Appuyée par: Danik Forgues

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve de remettre un don de 500,00\$ au Comité des Loisirs de Limoges, provenant du compte de don des Comtés-Unis de Prescott-Russell.

Adoptée

15. Rapports mensuels divers

15.1 BESO, Flambées en cours

16. Correspondance

16.1 AMO – Watchfile

16.2 Ministère des affaires municipales et du logement - *Loi de 2023 visant à aider les acheteurs et à protéger les locataires*

16.3 Fort Erie - Barrières pour les femmes en politique

16.4 Fort Erie - Déclaration d'urgence pour l'itinérance, la santé mentale et la dépendance aux opioïdes

16.5 Canton de Mulmur – Projet de loi 5, Loi de 2022 visant à mettre fin au harcèlement et aux abus commis par les dirigeants locaux

16.6 Municipalité de Shuniah - Résolution au sujet des Municipalités conservant l'excédent du produit des ventes de propriété pour non-paiement des taxes municipales

16.7 CN – Directrice de l'analyse des systèmes Évaluation environnementale, Avis concernant la gestion de la végétation sur l'emprise du CN

16.8 Ville de Stratford – Résolution au sujet de l'utilisation des Subvention de soins de longue durée pour soutenir les services de soins communautaires

16.9 Cité de Clarence-Rockland – Résolution concernant un nouveau programme de positivité communautaire

Résolution : 160-2023

Proposée par: Alain Mainville

Appuyée par: Tim Stewart

Qu'il soit résolu que la correspondance telle que décrite à l'ordre du jour du 24 avril 2023 soit reçue.

Adoptée

17. Événements à venir

17.1 27 avril 2023 – Bingo de St-Isidore, à la Salle communautaire de l'Aréna de St-Isidore

17.2 8 mai 2023 – Réunion de Conseil ordinaire

17.3 13 mai 2023 – Marché printanier de St-Albert au Centre communautaire de St-Albert

17.4 25 mai 2023 – Bingo de St-Isidore, à la Salle communautaire de l'Aréna de St-Isidore

17.5 29 mai 2023 – Réunion de Conseil ordinaire

Ajournement pour huis clos

Résolution : 161-2023

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Raymond Lalande

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ajournée à **19h30** pour une session à huis clos conformément aux sections suivantes de la Loi municipale 2001 :

Section 239 (2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

b) des renseignements privés concernant une personne qui peut être identifiée, y compris des employés de la municipalité ou du conseil local;

d) les relations de travail ou les négociations avec les employés;

Adoptée

Réouverture après huis clos

Résolution : 162-2023

Proposée par: Alain Mainville

Appuyée par: Raymond Lalande

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit rouverte à **20h03**.

Adoptée

5.4 Josée Brizard, DG-Greffière

5.4.1 Rapport AD-RH-03-2023 – Employés

Section 239(2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

b) des renseignements privés concernant une personne qui peut être identifiée, y compris des employés de la municipalité ou du conseil local;

d) les relations de travail ou les négociations avec les employés

Résolution : 164-2023

Proposée par: Raymond Lalande

Appuyée par: Daniel Boisvenue

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la recommandation telle que présentée à huis clos à sa réunion du 24 avril 2023 par la DG-Greffière dans son rapport AD-RH-03-2023.

18. Règlement pour confirmer les procédures du Conseil

Résolution : 165-2023

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Marjorie Drolet

Qu'il soit résolu que le règlement no 70-2023, pour confirmer les procédures du Conseil à sa réunion ordinaire du 24 avril 2023, soit lu et adopté en 1^{re}, 2^e et 3^e lecture.

Adoptée

19. Ajournement

Résolution : 166-2023

Proposée par: Alain Mainville

Appuyée par: Tim Stewart

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ajournée à 20h06.

Adoptée



Corporation de la municipalité de La Nation Procès-verbal

Information de la réunion

Numéro de réunion : 2023-01

Type : Zonage

Date : 24 avril 2023

Heure : 17h30

Endroit : Hôtel de ville, 958, route 500 ouest, Casselman

Président : Francis Brière, Maire

Préparé par : Julie Langlois-Caisse, Assistante administrative

Vidéo : [l'enregistrement de cette réunion est disponible sur la chaîne YouTube de La Nation](#)

Présence des membres du Conseil

Maire Francis Brière, Oui

Conseiller quartier 1 Tim Stewart, Oui

Conseiller quartier 2 Alain Mainville, Oui

Conseiller quartier 3 Danik Forgues, oui

Conseiller quartier 4 Raymond Lalande, Oui

Conseiller quartier 5 Daniel Boisvenue, Oui

Conseillère quartier 6 Marjorie Drolet, Oui

Présence des membres du personnel municipal

Josée Brizard, DG-Greffière

Guylain Laflèche, Urbaniste

Julie Langlois-Caisse, Assistant administratif

Régistration publique

Phillip Warren

Ordre du jour

1. Ouverture de l'assemblée publique

Résolution: 140-2023

Proposée par: Marjorie Drolet

Appuyée par: Danik Forgues

Qu'il soit résolu que la présente assemblée publique convoquée selon l'article 34 de la Loi sur l'aménagement du territoire (1990) soit ouverte à **17h27**.

Adoptée

2. Présentation des modifications

2.1 Lotissement Ladouceur, ZBL-17-2022 (Règlement 67-2023)

3. Commentaires

Question de Phillip Warren

Est-ce que la rue proposée au nord du plan d'eau sera construite plus tôt à cause de la circulation qui sera causée par le développement.

Réponse de Guylain Lafèche

Nous allons surveiller la circulation et nous allons déterminer à quelle phase du développement la construction de la rue sera nécessaire.

4. Fermeture

Résolution: 141-2023

Proposée par: Daniel Boisvenue

Appuyée par: Tim Stewart

Qu'il soit résolu que la présente assemblée publique convoquée selon l'article 34 de la Loi sur l'aménagement du territoire (1990) soit ajournée à **17h41**.

Adoptée



Corporation de la Municipalité de La Nation *Comité directeur du patrimoine et de la culture*

Procès-verbal

Numéro de réunion: 2023-01

Type: Comité

Date: 28 mars 2023

Time: 1:00 p.m.

Lieu: Hôtel de Ville, 958 route 500 ouest, Casselman, Ontario

Préparé par: Julie Langlois-Caisse, Assistante administrative

Présences :

Guylain Laflèche, Directeur de l'urbanisme

Julie Langlois-Caisse, Assistante administrative

Tim Stewart, Conseiller municipal, quartier 1

Alain Mainville, Conseiller municipal, quartier 2

Michel-André Lavergne, président

Evelyn Levac, Vice-présidente

Denis Gagnon, membre

1. Ouverture de la reunion

Qu'il soit résolu que cette assemblée soit ouverte à 13h06

- Proposé par : Michel-André Lavergne
- Appuyé par : Denis Gagnon

2. Nomination d'un président

Qu'il soit résolu que Michel-André Lavergne soit nommé président du Comité.

- Proposé par : Evelyn Levac
- Appuyé par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que Evelyn Levac soit nommée vice-présidente du Comité

- Proposé par : Tim Stewart
- Appuyé par : Denis Gagnon

3. Adoption de l'ordre du jour

Addition : Sujet 7 : Prochaine date de réunion

Qu'il soit résolu que l'ordre du jour soit accepté incluant les modifications apportées séance tenante, le cas échéant.

- Proposé par : Alain Mainville
- Appuyé par : Michel-André Lavergne

4. Adoption de procès-verbaux

Aucun

5. Sujets

5.1 Distribution des termes de référence

Aucune action, pour information seulement

5.2 Objectifs du comité

4 verbes d'action : Recommander (identifier), inventorier (fournier une description pour appuyer une potentielle demande d'héritage), cartographier (affiche), promouvoir (faire participer)

Résumé des idées présentées à la réunion :

- Documenter les histoires des gens
- Inventaire des sites historiques, documenter l'histoire sans mettre l'emphase sur des batailles légales pour protéger des documents
- Enseigne fromagerie Proulx
- Croix de chemin
- Utilisation d'un système de fiche

- Enregistrements audios pour documenter l'héritage culturelle
- Ridge road, séchoir à houblon, tourbière d'Alfred (Monsieur Lavergne a une carte, Monsieur Stewart a des photos)
- Regarder pour une enseigne à Caledonia Springs
- Historique du chemin de fer
- Après avoir identifié tous les sites pertinents, potentiellement créer une visite guidée sur un CD

Références :

[SFOPHO – Société franco-ontarienne du patrimoine et de l'histoire d'Orléans](#)

Livres de paroisse

Livre de Grant, Madame Dequinper

Livres d'anecdotes Gagnon, Jeanne Dazé

Musé de Rockland

6. Varia

Aucun

7. Prochaine réunion

Qu'il soit résolu que la prochaine réunion du Comité soit tenue le 25 avril à 10h00 et que la réunion suivante soit tenue le 30 mai à 10h00.

- Proposé par : Evelyn Levac
- Appuyé par : Alain Mainville

8. Ajournement

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ajournée

- Proposée par: Denis Gagnon
- Appuyé par: Tim Stewart



Rapport pour le Conseil

Numéro du rapport: BL-1-2023

Sujet : Nouveau règlement pour l'entretien des propriétés 71-2023

Préparé par : Mario Hautcoeur, Officier en chef

Revisé par : Guylain Laflèche, Directeur du Service de la réglementation

Date de la réunion : 8 mai 2023

CONTEXTE:

Abroger le règlement 91-2014 sur les cours propres et le remplacer par le règlement 71-2023. La municipalité de la Nation avait quelques problèmes concernant l'entretien le long des rues (coupe de gazon) et aimerait renforcer son règlement sur les cours propres en ajoutant des dispositions pour la coupe de gazon le long des rues.

RAPPORT :

Le Clean Yards Bylaw (règlement sur la propreté des cours) prévoit le maintien des terrains en ce qui touche la propreté. Un nouveau règlement sur la propreté des cours est nécessaire pour que les occupants/propriétaires soient tenus responsables lorsqu'ils refusent de couper l'herbe le long des rues municipales, adjacentes à leurs maisons.

Nous avons consulté l'administration de la ville d'Ottawa pour nous aider à concevoir les nouvelles dispositions relatives à l'autorisation de couper l'herbe le long des rues adjacentes aux maisons existantes.

Nous avons reçu des commentaires indiquant qu'il y a un coût lié à cet entretien et que pour certains propriétaires, il n'y a pas d'avantages à couper l'herbe.

À titre d'exemple, l'annexe 1 montre qu'un propriétaire coupe l'herbe devant sa maison (zone violette), mais qu'il ne voit pas l'intérêt d'entretenir l'herbe devant sa clôture sur le côté extérieur (zone jaune).

Nonobstant ce qui précède, nous croyons que la tonte de l'herbe le long de l'emprise de la route est déjà une pratique courante dans toute la municipalité et nous croyons que cette pratique fait partie du " bien-être d'une communauté ". Tous les citoyens sont encouragés à participer à l'embellissement de leur quartier.

CONSIDÉRATIONS :

Plusieurs occupants/propriétaires de la municipalité ne coupent pas l'herbe le long de l'emprise des routes; par conséquent, le service des règlements n'a aucune objection à abroger le règlement 91-2014 et à le remplacer par le nouveau règlement sur la propreté des cours numéro 71-2023. Le nouveau règlement permettra aux agents chargés de l'application des règlements d'obliger les occupants/propriétaires à couper l'herbe le long des routes municipales.

En annexe 2 nous démontrons les changements majeurs apportés au nouveau règlement.

CONSIDÉRATION FINANCIÈRE:

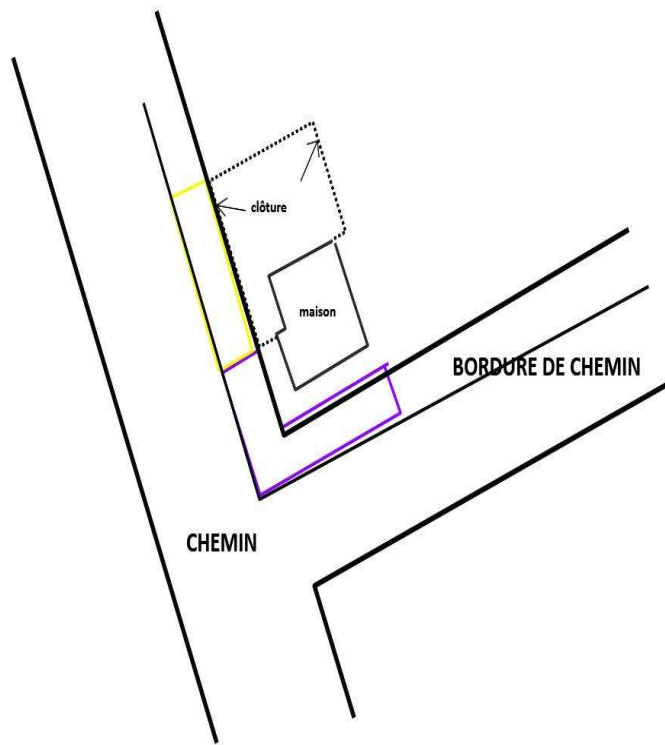
Temps du personnel

RECOMMANDATION :

Le département des règlements recommande de remplacer l'actuel règlement sur la propreté des cours (91-2014) par le nouveau règlement (71-2023).

Guylain Lafleche, MCIP, RPP

Directeur du Service de la Réglementation



Paragraphe 1.12

71-2023

“**Owner/Occupier**” means the registered owner of land or the occupant, tenant, leasers or the person for the time being managing or receiving the rent of the property, whether on its own account or on account of an agent or trustee of any other person or any one of the aforesaid.

91-2014

“**Owner**” means the registered owner of land or the occupant, tenant, leasers or the person for the time being managing or receiving the rent of the property, whether on its own account or on account of an agent or trustee of any other person or any one of the aforesaid.

Paragraphe 2.1 c and d

71-2023

(c) trim or cut weeds or turf grass on his or her land **and road**, whether dead or alive, that are more than 20 cm (7.8 inches) in height;

(d) ensure that vegetation on his or her lands **and road**, other than weeds and turf grass shall be kept trimmed and kept from becoming unreasonably overgrown in a fashion that may affect safety, visibility, or the passage of the general public;

91-2014

(c) trim or cut weeds or turf grass on his or her land, whether dead or alive, that are more than 20 cm (7.8 inches) in height;

(d) ensure that vegetation on his or her lands, other than weeds and turf grass shall be kept trimmed and kept from becoming unreasonably overgrown in a fashion that may affect safety, visibility, or the passage of the general public;

THE CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW NO. 71-2023

CLEAN YARDS BY-LAW

BEING A BY-LAW OF THE NATION MUNICIPALITY TO PROVIDE FOR THE MAINTENANCE OF LAND IN A CLEAN AND CLEAR CONDITION.

WHEREAS subsection 11(2) of the *Municipal Act, 2001*, S.O. 2001, c. 25, provides, *inter alia*, that a municipality may pass by-laws respecting the environmental well-being of the municipality, the health, safety and well-being of persons and the protection of persons and property;

AND WHEREAS section 127 of the *Municipal Act, 2001* provides that a local municipality may require the owner or occupant of land to clean and clear land, not including buildings, or to clear refuse or debris from the land, not including buildings; regulate when and how cleaning and clearing is to be done; and prohibit the depositing of refuse or debris without the consent of the owner or occupant of land;

AND WHEREAS section 128 of the *Municipal Act, 2001* provides that a municipality may prohibit and regulate with respect to public nuisances, including matters that, in the opinion of Council, are or could become or cause public nuisances;

AND WHEREAS section 131 of the *Municipal Act, 2001* provides that a local municipality may prohibit and regulate the use of any land for the storage of used motor vehicles for the purpose of wrecking or dismantling them or salvaging parts from them for sale or other disposition;

AND WHEREAS Part XIV of the *Municipal Act, 2001* provides for the enforcement of municipal by-laws.

NOW THEREFORE THE COUNCIL OF THE CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY ENACTS AS FOLLOWS:

1 DEFINITIONS:

1.1 “By-law” means this Clean Yards By-law.

1.2 “Costs” means all monetary expenses incurred by the Municipality during and throughout the process of any remedial work, including interest at a rate of 15% per annum or such lower rate as determined by the Municipality commencing on the day the Municipality incurs the costs and ending on the day the costs, including interest, are paid in full, and may include an administrative surcharge amount as determined by the Municipality.

1.3 “Council” means the Council of the Municipality.

1.4 “Derelict motor vehicle” means a vehicle having missing bodywork components or parts, including tires or damaged components, parts, bodywork, glass or deteriorated or removed adjuncts, which prevent its mechanical function, and includes a motor vehicle that is not licensed for the current year.

1.5 “Domestic waste” means any debris, rubbish, refuse, sewage, effluent, discard or garbage of any type arising from a residence, belonging to or associated with a dwelling unit or use of a dwelling unit or residential property, including, but not limited to, garbage, discarded material or things, broken or dismantled things, and materials or things exposed to the elements deteriorating or decaying on a property due to exposure to the weather.

1.6 “Dwelling unit” means a room or rooms in which a kitchen, living quarters and sanitary conveniences are provided for exclusive use of the residents and with a private entrance from the outside of the building or from a common hallway or stairway inside.

**THE NATION MUNICIPALITY
CLEAN YARDS BY-LAW
BY-LAW NO. 71-2023**

- 1.7** “**Industrial waste**” means any debris, refuse, sewage, effluent, discard or garbage of a type arising from industrial or commercial operation, or belonging to or associated with industry or commerce or industrial or commercial property including, but not limited to, garbage, discarded material or things, broken or dismantled things, materials or things exposed to the elements, and deteriorating or decaying on a property due to exposure to the weather.
- 1.8** “**Infestation**” means the overrunning of a property by vermin, rodents and insects.
- 1.9** “**Motor vehicle**” means an automobile, truck, motorcycle, snowmobile, trailer, recreational vehicle and any other vehicle propelled or driven by other than muscular power, but does not include the cars of electric or steam railways, or other motor vehicles running solely upon rails, or a traction engine, farm tractor, self-propelled implement of husbandry or road building machine within the meaning of the *Highway Traffic Act*, R.S.O. 1990, c. H.8.
- 1.10** “**Municipality**” means The Corporation of The Nation Municipality.
- 1.11** “**Officer**” means a municipal by-law enforcement officer or designate, property standards officer or peace officer.
- 1.12** “**Owner/Occupier**” means the registered owner of land or the occupant, tenant, leasers or the person for the time being managing or receiving the rent of the property, whether on its own account or on account of an agent or trustee of any other person or any one of the aforesaid.
- 1.13** “**Person**” means an individual human being, a corporation, firm, partnership, unincorporated association or organization, their heirs, executors, assigns, administrators, agents, trustees or other legal representatives of a person with or without share capital, any association, firm, partnership or private club of a person to whom context can apply accordingly.
- 1.14** “**Peace officer**” means an officer of the Ontario Provincial Police.
- 1.15** “**Property**” means any and all land within the Municipality including buildings and structures, yards and vacant lots.
- 1.16** “**Refuse**” or “**Debris**” means any waste material of any kind whatsoever and without limiting the generality of the foregoing includes rubbish, inoperative or unlicensed vehicles or boats and mechanical equipment, automobile and mechanical parts, tires, furnaces, water and fuel tanks, furniture, glassware, plastic, cans, garden refuse, grass clippings, trees, tree branches, earth or rock fill, animal feces, materials from construction or demolition projects, old clothing and bedding, refrigerators, freezers, or similar appliances, whether operable or inoperable, containers of any kind and un-maintained garden fixtures and any objects or conditions that might create a health, fire or accident hazard.
- 1.17** “**Remedial work**” means all work necessary for the correction or elimination of a contravention of this By-law as cited in any order issued under this By-law, including any such condition or health hazard, actual or potential, that the contravention may pose.
- 1.18** “**Road**” means all parts of a highway save and except the roadway, shoulder, curb and sidewalk.
- 1.19** “**Structure**” means any building or accessory building or any property, or any part thereof, or any part of whole or any structure of building not actually used as a dwelling house.
- 1.20** “**Turf grass**” means ground cover comprised of one or more species of

**THE NATION MUNICIPALITY
CLEAN YARDS BY-LAW
BY-LAW NO. 71-2023**

growing grass, with or without trees, shrubbery or maintained planting beds or other vegetation.

- 1.21** “**Weed**” means a noxious weed designated by or under the *Weed Control Act*, R.S.O. 1990, c. W.5, including any weed designated as a local or noxious weed under a by-law of the Municipality for that purpose.

2 **PROPERTY MAINTENANCE**

- 2.1** Every owner/occupier shall maintain a clear and clean yard and shall also:

- (a) keep his or her land free and clear of all garbage, refuse, debris, domestic waste or industrial waste of any kind, and from any objects or conditions that may create a health, fire or accident hazard;
- (b) ensure that his or her land is free and clear of infestation;
- (c) trim or cut weeds or turf grass on his or her land and road, whether dead or alive, that are more than 20 cm (7.8 inches) in height;
- (d) ensure that vegetation on his or her lands and road, other than weeds and turf grass shall be kept trimmed and kept from becoming unreasonably overgrown in a fashion that may affect safety, visibility, or the passage of the general public;
- (e) keep his or her land free of holes or excavations which may create health or accident hazards.

- 2.2** No person shall cause or permit unsafe or hazardous conditions and also shall not:

- (a) cause or permit an unfenced or unprotected pit, excavation or other declivity which causes a safety hazard on their property;
- (b) permit any well which is unprotected or the presence of which creates risk, accident or injury to the general public;
- (c) keep a swimming pool, hot tub, wading pool or artificial pond unless it is maintained in good repair and working;
- (d) throw, place or deposit refuse, debris, or waste material on any Municipal or public property.

3 **COMPOSTING**

- 3.1** No person shall permit composting of any kind other than in accordance with Section 3.2 of this By-law.

- 3.2** Composting shall only be permitted as follows:

- (a) only in the rear of a dwelling unit;
- (b) only in a container, pile or digester and only on land on which a dwelling unit is located;
- (c) any compost containers or digesters used for composting shall be kept covered tightly at all times, except when being emptied or filled, and shall be kept in accordance with the guidelines on composing published by the Municipality ;
- (d) in a such a manner so as to preclude infestation;
- (e) in a pile no larger than 1 square metre and 1.2 metres in height which shall be enclosed on all sides by concrete block, or lumber, or in a

**THE NATION MUNICIPALITY
CLEAN YARDS BY-LAW
BY-LAW NO. 71-2023**

forty-five gallon container, a metal frame building with concrete floor, or

a commercial plastic enclosed container designed for composting;

- (f) in no more than two (2) compost containers, piles or digesters used for composting on each parcel of land on which a dwelling unit is located, for a total composting capacity on the land of not more than two (2) cubic metres;
- (g) no feces shall be placed in a compost container, pile or digester used for composting;
- (h) no offensive odour shall be permitted to emanate from the compost container, pile or digester used for composting;
- (i) organic materials placed in a compost container shall be kept covered with yard waste, soil or humus;
- (j) any compost container, pile or digester used for composting shall be set back at least 0.6 metres (1.97 feet) from any lot line.

3.3 Section 3.1 of this By-law does not apply to any agricultural and rural zones as designated within the Municipality's Consolidated Zoning By-law.

4 DERELICT MOTOR VEHICLES

4.1 No person shall use any property for the parking, storage or placement of the following:

- (a) derelict motor vehicles or motor vehicles that are unfit to be operated on a highway due to damage or poor repair;
- (b) motor vehicles that are not currently licensed for operation pursuant to the provisions of the *Highway Traffic Act*;
- (c) motor vehicle parts or components unless otherwise expressly permitted;
- (d) wrecked, dismantled, discarded, inoperative, or abandoned motor vehicles, machinery, trailers or boats.

4.2 Section 4.1 of this By-law does not apply to lands that comply with all applicable land use criteria which permits the retail, wholesale, repair or wrecking of motor vehicles or a competition; or hobby vehicle located in a fully enclosed building; or recreation vehicle parking in compliance with the Municipality's Consolidated Zoning By-law.

5 GENERAL PROVISIONS

5.1 An officer may issue an order upon the owner/occupier of a property that is not maintained pursuant to the requirements of this By-law which directs that the owner/occupier remedy or rectify the contravention within a specified period of time from the time of the delivery of the order.

5.2 Any order given under this By-law may be given by personal delivery or mail and delivery by mail shall be deemed to have been effected five (5) calendar days from the date of mailing.

5.3 Every order sent by an officer shall identify the land or structure which is the subject of the order.

5.4 Every order to an owner/occupier shall be sent to the address shown on the last revised assessment roll or to the last known address of the owner/occupier.

**THE NATION MUNICIPALITY
CLEAN YARDS BY-LAW
BY-LAW NO. 71-2023**

- 5.5** The Municipality and any officer and agent shall be entitled to remove any items in order to remedy or rectify any contravention of this By-law and any such items that are removed in accordance with this section may be disposed of immediately in the sole and absolute discretion of the Municipality, its agents and officers, which decision shall be final.
- 5.6** In the event that the violation set out in the order is not remedied within the specified period of time as set out in the order, the officer may cause the violation to be remedied at the expense of the owner/occupier.
- 5.7** The Municipality shall not be liable for any damage to property or personal injury resulting from any remedial work undertaken as a result of a default of the owner/occupier or any person in complying with the terms of this By-law.
- 5.8** With the exception of matters which pose an immediate risk to public health and safety, which determination shall be made in the sole and absolute discretion of the officer issuing the order and whose decision is final, an order shall provide for not less than fourteen (14) calendar days from the date of service of the order for the remediation or rectification of the contravention as set out in the order.
- 5.9** Notwithstanding Section 5.8 of this By-law, when there is an immediate risk to public health and safety, which determination shall be made in the sole and absolute discretion of the officer issuing the order and whose decision is final, the order may require immediate action or other remediation or rectification.

6 ENTRY ON LAND & INSPECTIONS

- 6.1** An officer, peace officer or any other person appointed for the purpose of enforcing this By-law,
- (a) has the power to enter upon and examine any lands, yards, vacant lots, grounds at any reasonable time or times, and
 - (b) may be accompanied by such other person or persons as they deem necessary to properly carry out their duties under this By-law.
- 6.2** Notwithstanding Section 6.1, no person, including an officer, shall exercise a power of entry under this By-law to enter a place or part of a place that is actually being used as a dwelling unless:
- (a) the occupier of the dwelling, having been informed that the right of entry may be refused, consents to the entry; or
 - (b) if the occupier refuses to consent, an order is issued pursuant to section 438 of the *Municipal Act, 2001* or a warrant is issued pursuant to section 439 of the *Municipal Act, 2001*, or a warrant is issued under the *Provincial Offences Act*, R.S.O. 1990, c. P.33.
- 6.3** A person exercising a power of entry on behalf of the Municipality, under this By-law must on request, display or produce proper identification.
- 6.4** No person shall hinder, interfere with or otherwise obstruct, either directly or indirectly, any officer, peace officer or any person appointed for the purpose of enforcing this By-law, including any person who may be accompanying such persons, in the lawful exercise of any powers or duties under this By-law.

7 ENFORCEMENT

- 7.1** This By-law shall be enforced by an officer or peace officer or any other person or officer appointed by the Municipality for the purposes of enforcing this By-law.

**THE NATION MUNICIPALITY
CLEAN YARDS BY-LAW
BY-LAW NO. 71-2023**

7.2 If compliance herewith would be impractical, the provisions of this By-law shall not apply to ambulance, police and fire department vehicles and any vehicles while actually engaged in works undertaken for on behalf of the Municipality, the county, federal or provincial government or any utility.

7.3 The Municipality may recover its costs of remedying a violation of this By-law by invoicing the owner/occupier, by instituting court proceedings or by adding the cost, including interest, to the tax roll in the same manner as municipal taxes in accordance with section 446 of the *Municipal Act, 2001* and the exercise of any one remedy shall not preclude the exercise of any other available remedy.

8 OFFENCES & PENALTIES

8.1 Every person who contravenes any provision of this By-law, including an order issued under this By-law, is guilty of an offence.

8.2 Every person who is convicted of an offence under this By-law shall be subject to a fine not exceeding \$10,000.00 for each offence and such fine shall be recoverable under the *Provincial Offences Act*.

8.3 A director or officer of a corporation who knowingly concurs in a contravention of this By-law by the corporation is guilty of an offence and is liable upon conviction to a fine not exceeding \$100,000.00 for each offence and such fines shall be recoverable under the *Provincial Offences Act*.

8.4 An offence under this By-law constitutes a continuing offence and for each day or part of a day that the offence continues, the fine shall not exceed \$10,000.00.

8.5 The conviction of a person under this By-law shall not operate as a bar to a prosecution against the same person upon any continued or subsequent breach of any provision of or order under this By-law and the court may convict such person repeatedly for continued or subsequent breaches of this By-law and the provisions of section 431 of the *Municipal Act, 2001* shall further apply to any continued or repeated breach of this By-law.

8.6 Upon a conviction being entered, the court in which the conviction was entered and any court of competent jurisdiction thereafter may, in addition to any other remedy and to any penalty imposed in this By-law, make an order prohibiting the continuation or repetition of the offence by the person convicted.

8.7 Every person who is guilty of an offence under this By-law may, if permitted under the *Provincial Offences Act*, pay a set fine, and the Chief Judge of the Ontario Court, Provincial Division, shall be requested to establish set fines as set out in Schedule 'A' to this By-law.

9 VALIDITY & SEVERABILITY

9.1 Notwithstanding that any section, subsections, clause, paragraph or provision of this By-law, or parts thereof may be declared by a court of competent jurisdiction to be invalid, unenforceable, illegal or beyond the powers of Council to enact, such section or sections or parts thereof shall be deemed to be severable and that all other sections or parts of this By-law are separate and independent therefrom and enacted as such as a whole and shall not affect the validity or enforceability of any other provisions of this By-law or of the By-law as a whole.

9.2 Any reference to a statute, regulation, by-law or other legislation in this By-law shall include such statute, regulation, By-law or other legislation or provision thereof as amended, revised, re-enacted and/or consolidated from time to time and any successor legislation thereto.

**THE NATION MUNICIPALITY
CLEAN YARDS BY-LAW
BY-LAW NO. 71-2023**

9.3 Where there is any conflict between the provisions of this By-law and any other By-law or legislation, the provisions of this By-law shall prevail to the extent of the conflict.

10 **SHORT TITLE**

This By-law shall be cited as the "**CLEAN YARDS BY-LAW**".

11 **FORCE AND EFFECT**

This By-Law shall come into force and take effect on the date of enactment.

12 This By-law repeals By-law 91-2014

**READ A FIRST, SECOND, THIRD TIME AND FINALLY PASSED IN OPEN
COUNCIL THIS DAY 8th OF MAY 2023.**

Francis Briere, Mayor

Josee Brizard, Clerk

SEAL

DRAFT

Leroux Consultant

Eric Leroux

655, Rue Albert Plantagenet, Ontario K0B 1L0

Cell: (613) 223-9824

April 30th, 2023

File Reference 2023-0404

The Nation Municipality
3248 county Road 9
Fournier, Ontario
K0A 1G0

Attention : Ms. Joanne Bougie-Normand

RE : Drainage Superintendent Duties

Dear Ms. Bougie-Normand

Please find enclosed a brief description of work performed for the period between from April 1st to April 30th, 2023.

General Drainage concerns

- 1) I went to the municipal council regular meeting to present a land severance section 65(2) agreement under the Ontario Drainage Act. I explained the procedure to the members of council as these agreements are frequent when properties are divided. These types of agreements can be presented to the municipal council when the owner of a parcel of land being charged a cost share assessment when maintenance is completed, as it is within a municipal drain watershed. The land cost shares are divided to reflect the pro-rated size after the land is severed. The new cost shares within the agreement will be used after the municipal council pass a resolution to accept the agreement.
- 2) I met a landowner wanting to request a ditch bottom clean out of the Dignard municipal drain as part of a maintenance. I explained that this drain was already on our work list as we had inspected it last year, but did not have enough time to plan a meeting with the owners as we will likely have to replace some access culvert as parts of the maintenance. This will be planned for fall after crops are removed.
- 3) We prepared the notifications for the Cobb's Lake Creek for the municipality of the Nation, and brought them to the offices of Clarence-Rockland to be sent out together as the costs will all be recovered after the work completion of the drain. The notifications were sent for the meeting-to-consider to be held on June 5th in

Bourget. The municipality of Clarence-Rockland is the initiator of the Cobb's Lake Creek as the initial engineer's report was passed under a by-law to a sufficient outlet at the time. The drain no longer meets the sufficient outlet condition, and the extension is proposed to the last outlet possible being the South Nation River, further in the Nation municipal territory.

- 4) I met a landowner a landowner by request to look at the Caledonia Creek at the Ranger municipal drain outlet as he wanted to show me how much erosion water was causing along the drain as he was concerned of land loss. I told him that a meeting will have to be organised with the landowners as I had received many request to inspect erosion along this specific municipal drain. The last engineer's report was accepted by municipal council in 1957, and could be a cause to update the engineer's report status. We will plan a meeting as we also know that one landowner had inquired about a need for a crossing over the drain, and this requires a major improvement under the drainage act. This drain needs major tree removal and erosion control over most of its jurisdiction where there are hills along the drain.
- 5) The onsite meeting was organised and held with the landowners along the Ranger municipal drain to follow up on the emergency designation to replace culverts last fall. An engineer's report as to be completed to include the new culvert status required by the road authority. The onsite meeting is the first of many steps in due process of being presented to the municipal council and landowners. The engineers are presently working on drafting the report to answer the concerns of the landowners, the Drainage Superintendent and municipal staff. The meeting-to-consider will be the next meeting when the report will have been completed. I went with the engineer onsite after the meeting to gather some information where the existing report did not have. We have inspected the drain to give an inventory of culverts including short sections installed by Hydro One in front of their electric posts to offer more stability being so close to the open drain. This exercise as been done to save on engineering cost to the landowners in the watershed.
- 6) I went to inspect the area after the Cross Creek crossing in the Prescott & Russell Recreational Trail to look at the effect of changing the way water crosses away from the residential home close to the drain. The engineer's also need to gather information to finalise a report under section 78(5) of the drainage act. Water did not go high close to the house, and flooded a section of the land on the opposite side of the drain which does not cause concern as it flooded only for over one day and came back down to be manageable with the installation. The replacement was essential to protect the house, as it would have flooded if not completed when it was done. I also noticed that the bedrock on a short section just passed the second culvert north of the trail could be lowered to offer less retention as there is a fairly good slope just after. It would cause less retention along the trail and help to move water earlier in the process.

I had a discussion with the owner, and he was happy of the work done until now. I told him I would keep looking at the system to see if other details can help to reduce the flooding risks near his home.

- 7) I went to look at the Riceville Entrepise municipal drain as a landowner required maintenance as water was very high along the drain. This area is prone to nuisance beaver activity. A trapper was called to rid the drain of nuisance beaver dams had been built to cause flooding, that is very detrimental to wood lots and agricultural in the area. This work is ongoing.
- 8) I inspected the Hawkesbury Creek-Bélanger-Hayes Branch where we usually have nuisance beaver activity causing flooding. I have not seen lots of activity yet, and will keep doing periodic inspection.
- 9) I received a request for information by the U-C of P & R Road Superintendent for the Bougie municipal drain along the concession 7 (county road 23) as water is stagnant near the road where it should drain out towards the north to reach the Caledonia Creek to have a proper outlet. I researched the engineer's report to see that the ditch where water should flow through is not a municipal drain, but a natural watercourse. I assume that the section of the Bougie municipal drain must have had a sufficient outlet at the time the report was produced, but it does not anymore. I will need to have a discussion with the owners in regards to finding a solution for this issue.
- 10) I received a call from a landowner along the St-Pierre municipal drain to let me know that some stone was blocking the flow near the county 19 road crossing. The work completed to replace the crossing was done in fall of 2021, and I had mention then the stone installed at the of construction being too small and would cause issues during spring freshet. We did erosion control and slope stabilising on the south side of the drain in 2022, and had to bring an excavator in the bottom of the drain and crossing inlet to remove accumulated stone and widened the side slope on the north side as it was reducing flow. We had replaced the smaller stone that had slumped in the drain as we worked to provide maximum outlet. The was still gabion stone around the crossings inlet where water is approximately 1.2 meters over in spring. The water pressure is very high and anything too small is disturbed and eventually set in the bottom of the drain, being the situation this spring. I called the county Roads Superintendent to resolve this issue next summer to replace the small stone with larger stone. This should be done at the U-C's expenses being in the road authorities jurisdiction. He was open to look at the issue and work together to set proper material to prevent future problems. The large stone sections set on the remainder of the drain was still intact. A few short sections where no stone was set as opened requiring repair, and will be done next summer or fall.
- 11) I inspected the Rolland Bisailon and Philippe Blanchard section where work was completed the previous few years to see only a few branches stuck at one culvert, and the water levels were flowing well with no concerns.

- 12) I was asked to look at a crossing's engineer's report to confirm the size of the road crossing by the Public Works Director as it need to be replaced. I was able to give the proper size as the culvert on the was on the Rosaire Racine engineer's reports crossing list.
- 13) I went to look at the culvert replacement to the McLeod Creek as it had been completed just before the end of the year, where conditions were cold and frozen. I saw the contractor 's excavator was still in the area, so I asked him if he could go back to reset the side slopes and top cover after the material had settled.
- 14) I went to inspect the Lamoureux municipal drain to see if any nuisance beaver activity were causing restriction to the flow. I had received a call from a landowner on the upper end of the watershed concerned that water was not being evacuated very well. I also inspected that area, and gave him information about being a drainage issue closer to his land causing problems. I also will need to have a meeting with the landowner along the drain itself, as their tile drain outlet are not affected very much being high on the land. It doesn't mean that the drain is working properly as water is retained near the St-Rose road as lots of sediment accumulations have settled in many places from old beaver dams just being breach of partly cleaned in the past.

Hoping the above is to your satisfaction, I remain.

Yours truly,

Eric Leroux

Eric Leroux
Leroux Consultant

Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910

For The Date Range From 2023-04-26 To 2023-05-09

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
13514	C	2023-05-09	7	A.L. BLAIR CONSTRUCTION LTD	\$4,163.03	O
13515	C	2023-05-09	44	BELL CANADA	\$433.65	O
13516	C	2023-05-09	227	LAFLECHE SALES AND SERVICE	\$521.55	O
13517	C	2023-05-09	268	BURELLE RENTTOOLS	\$226.00	O
13518	C	2023-05-09	281	MCINTOSH PERRY CONSULTING ENG.	\$13,189.93	O
13519	C	2023-05-09	281	MCINTOSH PERRY CONSULTING ENG.	\$16,403.36	O
13520	C	2023-05-09	290	MINISTER OF FINANCE	\$137,537.00	O
13521	C	2023-05-09	341	PETTY CASH - DEPT VOIRIE	\$6.85	O
13522	C	2023-05-09	348	PIERRE RICHER PLUMBING INC	\$148.59	O
13523	C	2023-05-09	370	RENAUD DOUG	\$145.22	O
13524	C	2023-05-09	430	WINDSOR SALT LTD.	\$3,599.42	O
13525	C	2023-05-09	433	THE NATION MUNICIPALITY	\$2,206.44	O
13526	C	2023-05-09	436	PSD Citywide Inc.	\$7,329.40	O
13527	C	2023-05-09	492	R.S. MAINTENANCE	\$63.28	O
13528	C	2023-05-09	786	LANDERS AUTO GLASS & STEREO INC.	\$609.07	O
13529	C	2023-05-09	858	QUENNEVILLE SYLVAIN	\$450.00	O
13530	C	2023-05-09	894	TREMBLAY PAULETTE	\$500.00	O
13531	C	2023-05-09	1200	LE COIN DU LIVRE	\$2,861.35	O
13532	C	2023-05-09	1428	NICOLAS BRABANT	\$1,062.20	O
13533	C	2023-05-09	1515	UNION CULTURELLE DES FRANCO-ONTARIENNES	\$500.00	O
13534	C	2023-05-09	1601	LIMOGES RECREATION COMMITTEE	\$3,500.00	O
13535	C	2023-05-09	1860	BERTRAND SUPPLIES	\$336.83	O
13536	C	2023-05-09	2119	MARIO LAMOUREUX	\$1,000.00	O
13537	C	2023-05-09	2220	J.R. MENARD LTD	\$2,397.41	O
13538	C	2023-05-09	2738	PASCAL DUPUIS	\$1,100.00	O
13539	C	2023-05-09	2951	PASCAL BURELLE	\$1,000.00	O
13540	C	2023-05-09	3064	PARISIEN DENIS	\$3,200.00	O
13541	C	2023-05-09	3111	SHADE GROUP INC	\$3,252.99	O
13542	C	2023-05-09	3113	HAWKESBURY SERVICE TELECOM LTD.	\$356.61	O
13543	C	2023-05-09	3169	NITTI, JOSEPH	\$133.10	O
13544	C	2023-05-09	3263	PORTES DE GARAGE BOUCHER INC..	\$2,654.26	O
13545	C	2023-05-09	3277	IMPRIMERIE ANDRE 456 INC.	\$2,635.16	O
13546	C	2023-05-09	3303	C.S.D.C.E.O	\$3,000.00	O
13547	C	2023-05-09	3304	ELLS L TRUDY	\$1,500.00	O
13548	C	2023-05-09	3307	EASTERN ONTARIO FIRST AID TRAINING	\$3,293.95	O

Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910

For The Date Range From 2023-04-26 To 2023-05-09

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
13549	C	2023-05-09	3308	PELADEAU EMMANUEL	\$1,500.00	O
13550	C	2023-05-09	3309	PEOPLE FIRST RESOURCE DEVELOPMENT	\$3,616.00	O
13551	C	2023-05-09	3310	HAMELIN MARC-ANDRE	\$100.00	O
13552	C	2023-05-09	3311	MORGAN MCNAUGHTON	\$77.19	O
13553	C	2023-05-09	3312	LIGUE DE DARTS DE FOURNIER	\$200.00	O
13554	C	2023-05-09	3313	AMCTO ZONE 6	\$320.00	O
13555	C	2023-05-09	3315	MARION ERIC	\$1,500.00	O
64880	E	2023-05-09	9	AALTO TECHNOLOGIES	\$967.34	O
64881	E	2023-05-09	30	AUTO PARTS EXTRA PIECES D'AUTO	\$459.88	O
64882	E	2023-05-09	49	BERTRAND MECHANIC	\$1,039.60	O
64883	E	2023-05-09	53	BOUGIE-NORMAND JOANNE	\$200.00	O
64884	E	2023-05-09	60	BOURGON SEEDS LTD	\$310.76	O
64885	E	2023-05-09	66	BRENNTAG CANADA INC	\$4,367.09	O
64886	E	2023-05-09	71	BYTOWN LUMBER	\$698.55	O
64887	E	2023-05-09	75	CADUCEON ENTREPRISES INC	\$4,321.66	O
64889	E	2023-05-09	80	MAXIBURO LTEE	\$477.55	O
64890	E	2023-05-09	81	UNISYNC GROUP LIMITED	\$105.03	O
64891	E	2023-05-09	84	CARRIERE & POIRIER EQUIPMENT	\$58.03	O
64892	E	2023-05-09	86	CASSEL BREWERY COMPANY LTD	\$539.99	O
64893	E	2023-05-09	91	CASSELMAN GAS BAR	\$402.23	O
64894	E	2023-05-09	101	LBEL INC	\$175.15	O
64895	E	2023-05-09	113	CONSEIL DES ECOLES PUBLIQUES	\$2,882.00	O
64896	E	2023-05-09	116	UNIAG COOPERATIVE	\$719.04	O
64897	E	2023-05-09	117	COOPERATIVE AGRICOLE D'EMBRUN	\$4,638.44	O
64899	E	2023-05-09	119	CRANE SUPPLY	\$471.36	O
64900	E	2023-05-09	145	ELECTROTEK INC	\$31.60	O
64901	E	2023-05-09	147	ENTREPRISE BOURDEAU	\$513.07	O
64902	E	2023-05-09	149	ENTRETIEN PAYSAGER RACINE	\$1,259.95	O
64903	E	2023-05-09	175	G.D.S HYDRAULIC INC	\$820.89	O
64904	E	2023-05-09	202	J.B. MOBILE MECHANIC INC	\$12,844.72	O
64905	E	2023-05-09	204	J.R BRISSON EQUIP LTEE	\$247.00	O
64906	E	2023-05-09	206	JEAN-CLAUDE CAYER ENTREPRISES	\$114.10	O
64907	E	2023-05-09	216	KEMIRA WATER SOLUTIONS CANADA INC	\$11,568.48	O
64908	E	2023-05-09	225	GFL ENVIRONMENTAL INC	\$8,302.98	O
64909	E	2023-05-09	226	LAFLECHE GUYLAIN	\$1,370.75	O

Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910

For The Date Range From 2023-04-26 To 2023-05-09

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
64910	E	2023-05-09	255	LEROUX JEANNE	\$230.04	O
64911	E	2023-05-09	260	LES FINS BECS	\$5,016.29	O
64912	E	2023-05-09	262	LES SERVICES EXP INC	\$42,872.23	O
64913	E	2023-05-09	264	LEVAC PROPANE INC	\$4,550.68	O
64914	E	2023-05-09	269	LOCATION SHALKA RENTAL LTD	\$1,750.94	O
64915	E	2023-05-09	289	MIKE'S WASTE DISPOSAL INC	\$3,390.00	O
64916	E	2023-05-09	323	PAPETERIE GERMAIN INC	\$677.57	O
64917	E	2023-05-09	350	PIGEON NICHOLAS	\$222.87	O
64918	E	2023-05-09	351	PNEU LANDRIAULT TIRE	\$9,001.18	O
64919	E	2023-05-09	400	SOLENO INC	\$15,739.69	O
64920	E	2023-05-09	405	SPROULE POWERLINE	\$1,969.03	O
64921	E	2023-05-09	444	TRAITEMENT D'EAU DESFORGES	\$226.54	O
64922	E	2023-05-09	453	UPPER CANADA ELEVATORS	\$328.00	O
64923	E	2023-05-09	455	USTI CANADA INC	\$22,343.21	O
64924	E	2023-05-09	471	WATHIER WELDING PRODUCTS	\$788.80	O
64925	E	2023-05-09	476	XPLORNET COMMUNICATIONS INC	\$19.04	O
64926	E	2023-05-09	512	RECYCLE ACTION	\$16,004.77	O
64927	E	2023-05-09	804	GAGNON WELDING & MACHINING INC	\$853.15	O
64928	E	2023-05-09	821	S & L WASTETECH INC	\$779.70	O
64929	E	2023-05-09	830	SP MASTERTECH INC.	\$9,090.65	O
64930	E	2023-05-09	841	KB MEDIA CORP	\$1,288.20	O
64931	E	2023-05-09	899	EMOND HARNDEN LLP/S.R.L.	\$2,740.25	O
64932	E	2023-05-09	954	CDW CANADA INC.	\$249.36	O
64933	E	2023-05-09	1063	MALBEUF TECH SOLUTIONS	\$499.80	O
64934	E	2023-05-09	1257	HETEK SOLUTIONS INC	\$248.60	O
64935	E	2023-05-09	1259	SSC Maintenance Services Inc	\$3,158.75	O
64936	E	2023-05-09	1280	JOE JOHNSON EQUIPMENT	\$2,260.00	O
64937	E	2023-05-09	1336	ON CALL CENTRE	\$317.48	O
64938	E	2023-05-09	1375	ALIMPLUS INC	\$1,210.20	O
64939	E	2023-05-09	1418	CENTRAL TRUCK TRAILER REPAIR	\$4,485.29	O
64940	E	2023-05-09	1710	BRIZARD, JOSEE	\$263.39	O
64941	E	2023-05-09	1718	LAUZON, CHANTAL	\$372.90	O
64942	E	2023-05-09	1773	A.D.R. DISTRIBUTION	\$220.00	O
64943	E	2023-05-09	1842	SELECTCOM INC	\$12.01	O
64944	E	2023-05-09	1902	MATERIAUX PONT-MASSON RONA	\$154.37	O

Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910

For The Date Range From 2023-04-26 To 2023-05-09

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
64945	E	2023-05-09	2083	LEROUX CONSULTANT	\$7,114.37	O
64946	E	2023-05-09	2108	TELMATIK	\$437.88	O
64947	E	2023-05-09	2249	IOWAT GROUP INC.	\$13,139.75	O
64948	E	2023-05-09	2407	BOBCAT OF OTTAWA VALLEY	\$275.21	O
64949	E	2023-05-09	2423	W.O. STINSON & SON LTD.	\$13,145.95	O
64950	E	2023-05-09	2622	HALPENNY INSURANCE BROKERS LTD	\$528,855.84	O
64951	E	2023-05-09	2791	ERIC FONTAINE	\$221.46	O
64952	E	2023-05-09	3002	MCDONALD BROTHERS CONSTRUCTION INC.	\$484,467.26	O
64953	E	2023-05-09	3024	BOURDEAU METAL SHOP	\$2,486.00	O
64954	E	2023-05-09	3088	PITNEY BOWES POSTAGE BY PHONE	\$5,166.97	O
64955	E	2023-05-09	3089	PITNEY BOWES LEASING	\$395.47	O
64956	E	2023-05-09	3214	DESCHAMPS, AMELIE	\$157.66	O
64957	E	2023-05-09	3218	AMAZON BUSINESS	\$528.17	O
64958	E	2023-05-09	3255	EMILIE PILON	\$1,250.00	O
BELL CANADA	E	2023-05-09	43	BELL CANADA	\$409.15	O
BELL CANADA	E	2023-05-09	46	BELL CANADA	\$999.73	O
ENBRIDGE CONSUMER GAS	E	2023-05-09	146	ENBRIDGE CONSUMER GAS	\$5,829.82	O
HYDRO ONE NETWORKS INC	E	2023-05-09	198	HYDRO ONE NETWORKS INC	\$359.17	O
IMPERIAL - FIRE #188891	E	2023-05-09	199	IMPERIAL - FIRE #188891	\$1,062.49	O
IMPERIAL OIL - ROAD-188890	E	2023-05-09	479	IMPERIAL OIL - ROAD-188890	\$986.03	O
MINISTER OF FINANCE	E	2023-05-09	291	MINISTER OF FINANCE	\$1,143.39	O
RECEVEUR GENERAL DU CANADA	E	2023-05-09	366	RECEVEUR GENERAL DU CANADA	\$67,320.18	O
SHAW DIRECT	E	2023-05-09	1729	SHAW DIRECT	\$89.24	O
THE BEER STORE	E	2023-05-09	42	THE BEER STORE	\$1,233.67	O
ULTRAMAR-PARKLAND FUEL CORPORATION	E	2023-05-09	3120	ULTRAMAR-PARKLAND FUEL CORPORATION	\$137.45	O
WORKPLACE SAFETY INSURANCE	E	2023-05-09	475	WORKPLACE SAFETY INSURANCE	\$1,274.52	O
					Cleared	\$0.00
					Total	\$1,580,358.89

Julie Langlois-Caisse

From: Corps de cadets 2804 de Casselman <[REDACTED]>
Sent: 25 avril 2023 12:13
To: Josée Brizard; Admin
Subject: New submission from Demande de don

Formulaire de demande de don

Nom de l'organisation

Corps de cadets 2804 de Casselman

Adresse postale

[REDACTED]
[REDACTED]
Canada
[Map It](#)

Téléphone

[REDACTED]

Nom de la personne ressource

michel dupuis

Téléphone

[REDACTED]

Adresse courriel

[REDACTED]

Section B - Sommaire de la demande

Votre demande est pour:

- Une activité / événement

Montant demandé

2000\$

Cas échéant: si le montant demandé est plus que l'année précédente, veuillez justifier

nous avons 2 évènements planifiés par le corps de cadet 2804 Casselman. 1. Le 12ème 2804 CC Dice Run (dimanche 28 mai 2023), levée de fonds annuelle pour nous permettre nos activités non payés par les forces armées canadienne et les dépenses dont le loyer du centre CPEL encourues pour le bon fonctionnement du corps de cadet. 2. La cérémonie Jour du Souvenir au Cénotaphe de Casselman, dimanche 5 novembre 2023 (dont La Nation est toujours représenté) dépenses encourus dont le lunch et l'emplacement de réception.

Nom de l'activité ou liste des activités

La 12ème édition 2804 CC Dice Run (l'an passé près de 400 participants et une soixantaine de bénévoles. (Dimanche 28 mai 2023) Cette année, notre mission: *Remercier les paramédics Prescott-Russell. (Dont La Nation fait partie)
La célébration Jour du Souvenir (Dimanche 5 Novembre 2023)

Description de l'activité ou liste des activités

Le 12ème 2804 CC Dice run est une randonnée de motocyclistes dans les régions de Prescott-Russell. avec prix, musique(GO FM92.1),Marché2804(vendeurs locaux et artisans),BBQ. mini-spectacles, compétition amicale des clubs, associations, casernes de pompiers(Invitation fait aux casernes de La Nation)mini spectacles.

La cérémonie Jour du Souvenir est une célébration organisée en partenariat avec le corps de cadet 2804 pour nos vétérans et personnel des forces armées. Nos vétérans sont reconnus par la participation de nos 2 municipalités, de nos 2 députés, différentes organisations et commerces ainsi que plusieurs familles des vétérans. la présentation des couronnes est suivi d'un rassemblement de participants au CPEL. Un lunch et remerciements terminent la journée.

Date de début de l'activité

05/28/2023

Endroit(s) de l'activité / des activités

Complexe J.R. Brisson, Casselman

Est-ce que vous chargez un frais d'admission?

- Oui

Décrire comment la contribution de La Nation sera-t-elle reconnue

Toute la publicité faite pour les événements inclura la municipalité de La Nation. Ainsi qu'un tableau de remerciement permanent installé au CPEL.(Posters, bannières avant et pendant l'évènement, annonces radio GO FM92.1.

Le cas échéant, l'organisme consent à remettre un rapport au Conseil de La Nation

Oui

Flambées en cours

Prenez note qu'une flambée est en cours dans les établissements suivants.

Format de la date : année-mois-jour

DATE: 2023-05-03

ÉTABLISSEMENT	LIEU	TYPE DE FLAMBÉE	ORGANISME IDENTIFIÉ	SIGNALÉ RAPPORTÉ	DATE DE LA FIN DE LA FLAMBÉE	DERNIÈRE MISE À JOUR
Hawkesbury General Hospital - B2 North	Hawkesbury	Entérique	Inconnu	2023-05-03		2023-05-03
Cornwall Community Hospital 6 South	Cornwall	Respiratoire	COVID-19	2023-05-03		2023-05-03
Open Hands - Gage Street	Cornwall	Respiratoire	COVID-19	2023-05-02		2023-05-02
Residence Prescott-Russell	Hawkesbury	Entérique	Inconnu	2023-05-01		2023-05-01
Chartwell McConnell	Cornwall	Entérique	Inconnu	2023-04-25		2023-04-25
Heritage Heights	Cornwall	Entérique	Inconnu	2023-04-25		2023-04-25
Lancaster Long Term Care	Lancaster	Respiratoire	COVID-19	2023-04-17	2023-04-25	2023-04-25
Pinecrest Nursing Home	Plantagenet	Respiratoire	COVID-19	2023-04-13	2023-05-02	2023-05-02
Sandfield Place LTC	Cornwall	Entérique	Inconnu	2023-04-13	2023-04-25	2023-04-25
Château Cornwall	Cornwall	Respiratoire	COVID-19	2023-04-12	2023-05-01	2023-05-01
Manoir McGill 1	Hawkesbury	Respiratoire	COVID-19	2023-04-11	2023-04-24	2023-04-24
Heartwood LTC	Cornwall	Respiratoire	Coronavirus (PAS COVID-19)/Rhinovirus	2023-04-11		2023-04-19
The Palace Retirement Home	Alexandria	Respiratoire	COVID-19	2023-04-11	2023-04-24	2023-04-24

Définition d'une écloison de COVID-19 dans un établissement

À partir du 3 février 2022, la définition d'une écloison de COVID-19 dans un établissement consiste de la présence d'au moins deux cas confirmés parmi les résidents et/ou le personnel/autres visiteurs dans une résidence, chacun avec un test PCR OU un test moléculaire rapide OU un test antigène rapide positif, ET qui sont reliés par un lien épidémiologique, dans une période de 10 jours.

Activité grippale dans la région

Il y a cas sporadiques d'influenza A et B signalé dans la région.

- [Cliquer ici pour connaître l'activité grippale dans la province](#)
- [Cliquer ici pour connaître l'activité grippale au pays.](#)

- [Cliquez ici pour retourner à la page précédente.](#)
- [Cliquez ici pour retourner à la page d'accueil.](#)



EOHU.ca • BSEO.ca • 613-933-1375 • 1 800 267-7120



CORNWALL • ALEXANDRIA • CASSELMAN • HAWKESBURY • ROCKLAND • WINCHESTER

© EOHU. All Rights Reserved/Tous droits réservés.



April 20, 2023

In This Issue

- AMO Regional Energy Planning webinar materials and recording.
- Submit your entry for the 2023 PJ Marshal Awards.
- NG9-1-1 Transfer Payment Program.
- Summer employment opportunities with Ontario Parks for students.
- Applications open for 2023-24 Inclusive Community Grants. Deadline April 20.
- Drainage advocacy to Minister of Transport and CN.
- Register for AMO's Ending Homelessness Symposium May 3-4.
- Register for the AMO 2023 Annual General Meeting and Conference.
- AMO Conference 2023: Exhibitor and sponsorship information.
- Navigating Conflict for Elected Officials - new dates.
- Human Rights and Equity - new dates
- Take advantage of Energy Analysis Coaching through Save on Energy.
- Canoe vendor spotlight: Coast Wholesale Appliances.
- Ontario Bike Summit returns April 30.
- Careers: Oshawa, Simcoe, Ottawa, and Parry Sound DSSAB.

AMO Matters

AMO's Regional Energy Planning webinar is now available to watch on [YouTube!](#) [Slides](#) from the presentations are also available. The webinar covers regional energy planning and the role of municipalities.

The [PJ Marshall Award](#) recognizes municipal governments demonstrating excellence in the use of innovative approaches in the areas of capital, service delivery show casing examples where Ontario municipalities have implemented and can point to tangible outcomes from new, more cost-effective ways of providing public services and facilities. The deadline to submit is May 26.

Provincial Matters

Public Safety Answering Points will be notified on applications for NG-911 transition funding for 2022-2023. The funding program has been implemented to help support the transition CRTC deadline of March 4, 2025.

There are between 1500-2000 summer student positions at Ontario Parks across the province. Municipalities may share opportunities with students in their communities. Students can contact ontarioparksjobs@ontario.ca with any questions.

Applications for the 2023-24 Inclusive Community Grants are open until April 20. Municipalities and other organizations can apply for up to \$60,000 for projects that help older residents and people with disabilities participate in community life.

Federal Matters

The Drainage Superintendents Association of Ontario and AMO have prepared a template letter for Councils to send to the Minister of Transport. Councils are also encouraged to support Warwick's resolution.

Eye on Events

AMO understands action is required and is holding an Ending Homelessness Symposium May 3-4. This important event will offer perspectives on the root causes of homelessness including income insecurity, insufficient supply of deeply affordable housing, insufficient responses to mental health and addictions challenges and the policy responses required. The one and a half-day event is open to elected officials; municipal staff; social, health, and economic partners; and all interested sector associations. Register today. - space is limited.

AMO is excited about this year's Conference hosted by the City of London at RBC Place London and DoubleTree by Hilton, August 20-23. Register now for this important event.

Don't miss out on the opportunity to exhibit or sponsor at the 2023 AMO Conference - the largest municipal conference in Ontario. Full details on how your organization can participate is located here here.

AMO has designed its training to support members in your leadership roles. Our training offers skills to navigate the many relationships you encounter as an elected official. Navigating Conflict Relationships for Elected Officials is a top-rated course you shouldn't miss. Register for the June 27-28 training.

Join us May 16 for our Human Rights & Equity training offering insights, understanding and skills to support your role as an employer in these complex areas.

LAS

Save on Energy is offering three online workshops in May and June to help municipal facility and energy staff save energy in their buildings. Learn how to benchmark and analyze your energy use. Space is limited. Email trainingandsupport@ieso.ca for more info or to participate.

We're pleased to welcome Coast Wholesale Appliances to the [Canoe Procurement Group](#). They supply, deliver and service many of the residential-type appliances used in municipal housing and other facilities. Save time and money with this new cooperative purchasing contract. Contact [Sarah](#) to learn more.

Municipal Wire*

Canada's premier [Cycling Planning and Policy](#) conference will run April 30 to May 2 in [Hamilton](#), Ontario.

Careers

[Regular Full-Time Grant Administrator - City of Oshawa](#). Co-ordinate an interdepartmental approach to well prepared, compelling and effective grant proposals resulting in securing grant funding. [Apply online](#) by April 21.

[Project Coordinator, Solid Waste Management - County of Simcoe](#). Co-ordinates the development, implementation and monitoring of various waste management projects. [Apply online](#) by April 26

[Site Supervisor - County of Simcoe](#). Directs and oversees the operation, remediation and development of multiple County waste management facilities. [Apply online](#) by April 27.

[General Manager, Community and Social Services - City of Ottawa](#). Accountable for providing vision, leadership and strategic direction to the CSS department. [Apply online](#) by May 15.

[Financial Officer - District of Parry Sound Social Services Administration Board](#). Responsible for maintaining a variety of accounting, financial and administrative services. Apply to jobs@psdssab.org by April 27.

About AMO

AMO is a non-profit organization representing almost all of Ontario's 444 municipal governments. AMO supports strong and effective municipal government in Ontario and promotes the value of municipal

government as a vital and essential component of Ontario's and Canada's political system. Follow [@AMOPolicy](#) on Twitter!

AMO Contacts

[AMO Watchfile](#) Tel: 416.971.9856

[Conferences/Events](#)

[Policy and Funding Programs](#)

[LAS Local Authority Services](#)

[MEPCO Municipal Employer Pension Centre of Ontario](#)

[ONE Investment](#)

[Media Inquiries](#)

[Municipal Wire, Career/Employment and Council Resolution Distributions](#)

AMO's Partners



*Disclaimer: The Association of Municipalities of Ontario (AMO) is unable to provide any warranty regarding the accuracy or completeness of third-party submissions. Distribution of these items does not imply an endorsement of the views, information or services mentioned.



Please consider the environment
before printing this.

Association of Municipalities of Ontario
200 University Ave. Suite 801, Toronto ON Canada M5H 3C6
To unsubscribe, please [click here](#)





April 27, 2023

In This Issue

- AMO and Conservation Ontario's webinar materials and recording.
- AMO Regional Energy Planning webinar materials and recording.
- Submit your entry for the 2023 PJ Marshal Awards.
- Applications open for 2023 Ontario Community Environment Fund.
- NG9-1-1 Transfer Payment Program.
- Summer employment opportunities with Ontario Parks for students.
- Register for the AMO 2023 Annual General Meeting and Conference.
- AMO Conference 2023: Exhibitor and sponsorship information.
- Navigating Conflict for Elected Officials - new dates.
- Human Rights and Equity - new dates.
- Blog: New Cyber Incident Management Program.
- Blog: Getting Personal about Group Benefits.
- A new way to assess your gravel roads.
- Take advantage of energy analysis coaching through Save on Energy.
- Canoe vendor spotlight: Caterpillar, Inc.
- ORFA's Spring 2023 Professional Development Program, Mississauga.
- Ontario Bike Summit - April 30, Hamilton.
- Careers: Orillia, Muskoka, Sarnia, Hastings, and Simcoe.

AMO Matters

The AMO and Conservation Ontario webinar is now available to watch on [YouTube](#). The webinar covers the topic of what's next for municipalities and conservation authorities in the context of land use planning.

AMO's Regional Energy Planning webinar is available to watch on [YouTube](#)! [Slides](#) from the presentations are also available. The webinar covers regional energy planning and the role of municipalities.

The [PJ Marshall Award](#) recognizes municipal governments demonstrating excellence in the use of innovative approaches in the areas of capital, service delivery showcasing examples where Ontario municipalities have implemented and can point to tangible outcomes from new, more cost-effective ways of providing public services and facilities. The deadline to submit is May 26.

Provincial Matters

Please review the Ontario Community Environment Fund program [application guide](#) for guidance on applying to the program. The deadline to submit through [Transfer Payment Ontario](#) is May 30 at 5pm. Contact OCEF@ontario.ca for more details.

Public Safety Answering Points will be notified on applications for NG-911 transition funding for 2022-2023. The funding program has been implemented to help support the transition CRTC deadline of March 4, 2025.

There are between 1500-2000 summer student positions at Ontario Parks across the province. Municipalities may share opportunities with students in their communities. Students can contact ontarioparksjobs@ontario.ca with any questions.

Eye on Events

AMO is excited about this year's Conference hosted by the City of London at RBC Place London and DoubleTree by Hilton, August 20-23. Register now for this important event.

Don't miss out on the opportunity to exhibit or sponsor at the 2023 AMO Conference - the largest municipal conference in Ontario. Full details on how your organization can participate is located here here.

AMO has designed its training to support members in your leadership roles. Our training offers skills to navigate the many relationships you encounter as an elected official. Navigating Conflict Relationships for Elected Officials is a top-rated course you shouldn't miss. Register for the June 27-28 training.

Join us May 16 for our Human Rights & Equity training offering insights, understanding and skills to support your role as an employer in these complex areas.

LAS

LAS has a new program designed to help municipalities manage cyber incidents. Our latest blog outlines the details of this program and how your municipality can participate.

You know about the LAS Group Benefits Service, but do you know the person behind the scenes? We get up-close and personal with Mosey and Mosey's Account Executive in our blog.

Did you know you can now survey gravel roads through the LAS Road & Sidewalk Assessment Service? Our 360-camera based system evaluates distresses and conditions to create an objective rating for your roads. Contact Tanner for a free quote, and to get on the schedule for a Summer 2023 survey.

Save on Energy is offering three online workshops in May and June to help municipal facility and energy staff save energy in their buildings. Learn how to benchmark and analyze your energy use. Space is limited. Email trainingandsupport@ieso.ca for more info or to participate.

Now renting Caterpillar, Inc. equipment through the Rental Equipment & Sales category of the Canoe Procurement Group. Access the equipment you need with more options and greater flexibility. Contact Sarah to learn more.

Municipal Wire*

Registration open for ORFA's Spring 2023 Professional Development Program, May 1-5. Take advantage of sessions on emerging issues, trends, and challenges, training courses, and a recreation industry focused tradeshow. Join in-person or connect virtually!

Canada's premier Cycling Planning and Policy conference will run April 30 to May 2 in Hamilton, Ontario.

Careers

Director of Council Services/City Clerk - City of Orillia. Provides leadership, overall direction, management and administration of functions associated with Clerk Services and Real Estate. Apply online only by May 4 at noon.

Procurement and Insurance Specialist - City of Orillia. Develop and maintain standardized procedures, systems and tools which support risk management activities. Apply online only by May 4 at noon.

Director, Programs (Ontario Works) - District of Muskoka Responsible for leadership and management of programs and special projects that serve vulnerable persons. Closing date May 5, at 12:00 p.m.

Assistant City Solicitor - City of Sarnia. Responsible for ensuring appropriate insurance coverage for all assets; investigating, administering and managing insurance claims; and developing and implementing policies and procedures. Apply to hr@sarnia.ca by May 16.

Purchasing Coordinator - County of Hastings. Assists with the co-ordination and facilitation of the procurement process. Apply to careers@hastingscounty.com by May 12.

Planner - County of Hastings. Responsible to process, review and report on various planning applications and planning related issues and policies. Apply to careers@hastingscounty.com by May 3.

Planner III - County of Simcoe. Co-ordinates the processing of all planning application and circulations, including assignment of responsibility for individual applications. Apply online by May 11.

Planning Program Supervisor, Innovation & Acceleration - County of Simcoe. Identifies and implements innovative approaches to address emerging issues and/or accelerate the successful delivery of priority projects. Apply online by May 11.

About AMO

AMO is a non-profit organization representing almost all of Ontario's 444 municipal governments. AMO supports strong and effective municipal government in Ontario and promotes the value of municipal government as a vital and essential component of Ontario's and Canada's political system. Follow [@AMOPolicy](https://twitter.com/AMOPolicy) on Twitter!

AMO Contacts

AMO Watchfile Tel: 416.971.9856

Conferences/Events

Policy and Funding Programs

LAS Local Authority Services

MEPCO Municipal Employer Pension Centre of Ontario

ONE Investment

Media Inquiries

Municipal Wire, Career/Employment and Council Resolution Distributions

AMO's Partners



*Disclaimer: The Association of Municipalities of Ontario (AMO) is unable to provide any warranty regarding the accuracy or completeness of third-party submissions. Distribution of these items does not imply an endorsement of the views, information or services mentioned.



Please consider the environment
before printing this.

Association of Municipalities of Ontario
200 University Ave. Suite 801, Toronto ON Canada M5H 3C6
To unsubscribe, please [click here](#)



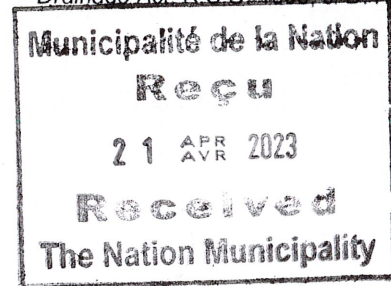
City of Clarence-Rockland
1560 Laurier Street
Rockland ON K4K 1P7

Notice of Meeting to Consider the Engineer's Report

Drainage Act, R.S.O. 1990, c. D.17, s. 42

To:

Municipalité de la Nation
Att : Josée Brizard
958 Route 500 Ouest
Casselman Ontario
K0A 1M0



In accordance with section 42 of the *Drainage Act*, you as an owner of land affected by the proposed drainage works for the
Cobb's Lake Creek Municipal Drain

(Name of drain)

are requested to attend a council meeting to consider the final report filed with the City

of **Clarence-Rockland**

for this drainage works.

The meeting will take place:

Date (yyyy/mm/dd)	Time	Location
2023/06/05	6:00 p.m	19 Lavigne Street, Bourget ON

If the share of the project cost assessed to your property is more than \$100, a copy of the report is included with this notice.

Name of Clerk (Last Name, First Name)

Ouellet, Monique

Name of Municipality

City of Clarence-Rockland

Signature of Clerk

Date (yyyy/mm/dd)

2023/04/17

Failure to attend meeting: If you do not attend the meeting, it will proceed in your absence. If you are affected or assessed by this proposed project, you will continue to receive notification as required by the *Drainage Act*.

Activities at the meeting to consider the report:

- Usually the engineer will present a summary of the report to council
- For drains initiated by petition:
 - Petitioners will be given an opportunity to withdraw their name from the petition
 - Other owners that benefit from the drain will be given an opportunity to add their name to the petition
- Council must decide whether or not to proceed with the project by provisionally adopting the engineer's report by by-law; they also have the option to refer the report back to the engineer for modifications.
- All property owners affected by the drain will have an opportunity to influence council's decision
- There is no right to appeal assessments or other aspects of the engineer's report at this meeting; these appeal rights will be made available later in the procedure. *Drainage Act, R.S.O. 1990, c. D.17, s. 47 - 54.*

Petitioners: After the meeting to consider the final report, if the petition does not comply with section 4, the project is terminated and the original petitioners are responsible for the costs in shares proportional to their assessment in the engineer's report. *Drainage Act, R.S.O. 1990, c. D. 17 s. 43.*



Cité de Clarence-Rockland
1560, rue Laurier
Rockland ON K4K 1P7
613-446-6022

**Convocation à une réunion pour
examiner le rapport de l'ingénieur**
Loi sur le drainage, L.R.O. 1990, chap. D.17, art. 42

Destinataire :
Nom et adresse du propriétaire du bien-fonds

Conformément à l'article 42 de la *Loi sur le drainage*, à titre de propriétaire d'un bien-fonds touché par les installations de drainage
du drain municipal Cobb's Lake Creek

(nom des installations de drainage)

vous êtes tenu d'assister à une réunion du conseil destinée à l'examen du rapport final déposé à la cité

de(d') Clarence-Rockland

relatif à ces installations de drainage.

La réunion se tiendra :

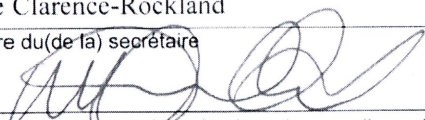
Date (aaaa/mm/jj)	Heure	Lieu
2023/06/05	18h	19, rue Lavigne, Bourget ON

Si l'évaluation de la part des coûts du projet que vous devez assumer relativement à votre bien-fonds est supérieure à 100 \$, vous trouverez ci-joint une copie du rapport.

Secrétaire (nom de famille, prénom)
Ouellet, Monique

Nom de la municipalité
Cité de Clarence-Rockland

Signature du(de la) secrétaire



Date (aaaa/mm/jj)

2023/04/17

Si vous n'assistez pas à la réunion : le conseil procédera sans vous. Si votre bien-fonds est touché ou fait l'objet d'une évaluation à l'égard du projet proposé, vous continuerez de recevoir les avis qu'exige la *Loi sur le drainage*.

Activités de la réunion destinée à l'examen du rapport :

- L'ingénieur présente habituellement un sommaire du rapport au conseil.
- Dans le cas des installations de drainage demandées dans une pétition :
 - les pétitionnaires auront la possibilité de retirer leur nom de la pétition;
 - les autres propriétaires qui profitent des installations de drainage auront la possibilité de signer la pétition.
- Le conseil doit décider de construire ou non les installations de drainage en adoptant le rapport de l'ingénieur par voie de règlement municipal provisoire; il peut également demander à l'ingénieur d'apporter des modifications à son rapport.
- Tous les propriétaires touchés par les installations de drainage auront la possibilité d'influer sur la décision du conseil.
- Cette réunion ne vise pas à déposer des appels contre les évaluations ou d'autres aspects du rapport de l'ingénieur. Ces droits d'appel sont accordés à une étape ultérieure du processus. *Loi sur le drainage*, L.R.O. 1990, chap. D.17, art. 47-54.

Pétitionnaires : si, après la réunion destinée à l'examen du rapport final, la pétition n'est pas conforme à l'article 4, il est mis fin au projet et les pétitionnaires sont responsables des coûts, proportionnellement à l'évaluation qui les concerne dans le rapport de l'ingénieur. *Loi sur le drainage*, L.R.O. 1990, chap. D.17, art. 43.





Notice of Drainage Works

Drainage Act, R.S.O.1990, c. D.17

City of Clarence-Rockland
1560 Laurier Street
Rockland, ON, K4K 1P7
613 446-6022
info@clarence-rockland.com



-Version française au verso-

April 17, 2023

SPECIAL MEETING – Amendment to Engineer’s Report for the Cobb’s Lake Creek Municipal Drain

Dear landowners,

Please be advised that a special Council Meeting will be held at 6 :00 p.m. on June 5, 2023, in the Bourget Community Centre located at 19 Lavigne Street in Bourget in order to consider the Engineer’s Report for the Cobb’s Lake Creek Municipal Drain. During this special meeting, a summary of the Engineer’s Report will be presented, public comments and questions will be heard, and Council will consider the provisional adoption of the said report.

If you do not attend this meeting, Council will proceed without you, however you may submit your comments in writing to the Clerk’s Office before 4:00 p.m. on May 29, 2023. If your property is affected or is subject to assessment for the proposed project, you will continue to receive the notices required under the Drainage Act.

The Engineer’s Report for the Cobb’s Lake Creek Municipal Drain, dated March 2023 that will be presented to the City of Clarence-Rockland Council at a special meeting on June 5 2023 is available on the web at the following address : <https://www.clarence-rockland.com/en/hotel-de-ville/municipal-drain.aspx>.

If you require assistance to access the report or you would like to receive a hard copy of the report, please contact the Clerk’s Office by email mouellet@clarence-rockland.com or by phone 613-446-6022, ext. 2300.

Any questions regarding the Engineer’s report can be directed to Mr. Lorne Franklin (English-speaking), Robinson Consultants Inc. by email lfranklin@rcii.com or by phone 613-791-1335 or to Mr. Éric Leroux (French-speaking), by email lerouxconsultant@gmail.com or by phone 613-223-9824.

Monique Ouellet, Clerk
613-446-6022 ext. 2300
mouellet@clarence-rockland.com

Consideration of Report – In accordance with sections 41 and 42 of the Drainage Act, the Council of the City of Clarence-Rockland will consider the report at the meeting.

Attachment: Prescribed Form – Notice of Meeting to Consider the Engineer’s Report





Avis relatif aux installations de drainage

Loi sur le drainage, L.R.O. 1990, chapitre D.17

Cité de Clarence-Rockland
1560, rue Laurier
Rockland, ON, K4K 1P7
613 446-6022
info@clarence-rockland.com



-English version on the back-

17 avril 2023

RÉUNION SPÉCIALE – Examen du rapport de l'ingénieur du drain municipal Cobb's Lake Creek

Chers propriétaires,

Soyez avisé qu'une réunion spéciale du conseil aura lieu le 5 juin 2023 à 18h dans la salle communautaire de Bourget, située au 19, rue Lavigne à Bourget pour examiner le rapport de l'ingénieur pour le drain municipal Cobb's Lake Creek. Lors de cette réunion spéciale, un sommaire du rapport de l'ingénieur sera présenté, les commentaires et les questions du public seront entendus, et le conseil considérera l'adoption provisionnelle dudit rapport.

Si vous n'assistez pas à la réunion, le conseil procédera sans vous, cependant vous pouvez soumettre vos commentaires par écrit au bureau de la greffe avant 16h le 29 mai 2023. Si votre bien-fonds est touché ou fait l'objet d'une évaluation à l'égard du projet proposé, vous continuerez de recevoir les avis qu'exige la Loi sur le drainage.

Le rapport de l'ingénieur pour le drain municipal Cobb's Lake Creek, daté de mars 2023 qui sera présenté au Conseil de la Cité de Clarence-Rockland lors d'une réunion spéciale le 5 juin 2023 est disponible sur le web à l'adresse suivante : <https://www.clarence-rockland.com/en/hotel-de-ville/municipal-drain.aspx>.

Si vous avez besoin d'assistance pour accéder au rapport ou si vous souhaitez obtenir une copie papier du rapport, svp communiquer avec le bureau de la greffe par courriel au mouellet@clarence-rockland.com ou par téléphone au 613 446-6022, poste 2300.

Toutes questions concernant le rapport de l'ingénieur peuvent être adressées à Monsieur Lorne Franklin (anglophone), Robinson Consultants Inc. soit par courriel lfranklin@rcii.com ou par téléphone 613-791-1335 ou à Monsieur Éric Leroux (francophone), soit par courriel lerouxconsultant@gmail.com ou par téléphone 613-223-9824.

Monique Ouellet, greffière
613-446-6022 poste 2300
mouellet@clarence-rockland.com

Examen du rapport – Conformément aux articles 41 et 42 de la Loi sur le drainage, le Conseil de la Corporation de la Cité de Clarence-Rockland examinera le rapport de l'ingénieur lors de la réunion.

p.j. Formulaire prescrit – Convocation à une réunion pour examiner le rapport de l'ingénieur



The Corporation of The Township of The Archipelago
Council Meeting

Agenda Number: 15.1.
Resolution Number 23-058
Title: Road Management Action on Invasive Phragmites
Date: Friday, April 21, 2023

Moved by: Councillor Barton
Seconded by: Councillor Lundy

WHEREAS *Phragmites australis* (*Phragmites*) is an invasive perennial grass that continues to cause severe damage to wetlands and beaches in areas around the Great Lakes including Georgian Bay; and

WHEREAS *Phragmites australis* grows and spreads rapidly, allowing the plant to invade new areas and grow into large monoculture stands in a short amount of time, and is an allelopathic plant that secretes toxins from its roots into the soil which impede the growth of neighboring plant species; and

WHEREAS *Phragmites australis* results in loss of biodiversity and species richness, loss of habitat, changes in hydrology due to its high metabolic rate, changes in nutrient cycling as it is slow to decompose, an increased fire hazard due to the combustibility of its dead stalks, and can have an adverse impact on agriculture, particularly in drainage ditches; and

WHEREAS invasive *Phragmites* has been identified as Canada's worst invasive plant species by Agriculture and Agrifood Canada; and

WHEREAS the Ontario government has made it illegal to import, deposit, release, breed/grow, buy, sell, lease or trade invasive *Phragmites* under the Invasive Species Act; and

WHEREAS *Phragmites* occupy over 4,800 hectares of land around Lake St. Clair alone, while 212 hectares of *Phragmites* occupy land along the St. Lawrence River. The Georgian Bay Area is particularly affected by *Phragmites australis*, with more than 700 stands along the shorelines and multiple visible stands on the highways and roads that threaten valuable infrastructure and wetland areas; and

WHEREAS volunteers, non-governmental organizations, and various municipalities have invested tens of thousands of dollars in investments and labour annually for more than eight years in executing managements plans to control invasive *Phragmites* on roads, coasts, shorelines and in wetlands; and

WHEREAS roads and highways where *Phragmites* that are left untreated become spread vectors that continually risk new and treated wetlands and coastal shoreline areas; and

WHEREAS according to “Smart Practices for the Control of Invasive *Phragmites* along Ontario’s Roads” by the Ontario *Phragmites* Working Group, best road management practices for *Phragmites australis* include early detection, herbicide application, and cutting; and

WHEREAS these best management practices are most effective when used in a multi-pronged approach as opposed to when used as stand-alone control measures; and

WHEREAS Mother Nature does not recognize political boundaries. Therefore, it is imperative that Municipalities, Districts, the Province, and the Federal government work together in collaboration to eradicate Canada’s worst invasive plant species *Phragmites australis*.

NOW THEREFORE, BE IT RESOLVED that Council for the Township of The Archipelago directs its staff to implement best management practices to promote early detection of invasive *Phragmites*, and to implement best management practices for invasive *Phragmites*, and to join the Ontario *Phragmites* Working Group to collaborate on the eradication of *Phragmites* in Ontario.

BE IT FURTHER RESOLVED that Council for the Township of The Archipelago directs staff to insert clean equipment protocols into tenders and that there is oversight that the protocols are followed.

BE IT FURTHER RESOLVED that Council for the Township of The Archipelago requests the Ontario Ministry of Transportation to map and treat invasive *Phragmites* annually on all its highways.

BE IT FURTHER RESOLVED that the Ontario Ministry of Transportation (MTO) communicates the strategy on mapping (detecting sites) and controlling invasive *Phragmites* on provincial highways, the specific highway management plans and results by each MTO region and each highway in the region and work in coordination with Township of The Archipelago.

BE IT FURTHER RESOLVED that Council for the Township of The Archipelago directs its staff to send this resolution to all municipalities that are part of the Georgian Bay watershed, to the Minister of Transportation, Christopher Balasa the Manager, Maintenance Management, and MPP (the Municipality’s local MPP).

BE IT FINALLY RESOLVED that Council for the Township of The Archipelago requests all levels of government to consider funding support to aid the Township of The Archipelago in managing invasive *Phragmites*; and directs staff to send a copy of this resolution to the Ontario Minister of Environment, Conservation and Parks and the Minister of Environment and Climate Change Canada.

Carried

THE CORPORATION OF THE TOWN OF COCHRANE

REGULAR COUNCIL

DATE:

April 11, 2023

RESOLUTION NO.:

204-2023

AGENDA ITEM NO.:

13.4

MOVED BY SUSAN NELSON

SECONDED BY DANIEL BRUNET

WHEREAS Council has received several communications regarding the historical challenge for woman in politics.

AND WHEREAS Council wishes to support the call for action by going beyond making political statements and constructively add to inspiring positive, meaningful change to this instead.

AND WHEREAS Council recognizes and is proud of the Town of Cochrane's historical and inspiring accomplishments toward this important initiative that has seen our community commit to adopting meaningful change by:

- ✓ Adopting employment equity in 2011
- ✓ Making senior positions of control and power available to woman, such as:
 - o Having the one of only of two female CAO's in the region.
 - o Having the fourteen positions in the Town Hall composed of eleven woman.
- ✓ And by having forty-three percent of it's council composed of woman.

THEREFORE BE IT RESOLVE THAT: the Council of the Corporation of the Town of Cochrane, Ontario, wishes to support the call out to recognize the challenges woman face in politics, while also recognizing the efforts made by its municipality, and all other municipalities, to meaningfully create the change being sought through leading by example.

AND THAT: the Council inspire continued meaningful change by encouraging all municipalities to first recognize (thereby validating) the positive changes they have made, while remaining diligent in continuing to make and inspire the kind of actual change that will lead to even more woman becoming actively engaged in politics.

THE CORPORATION OF THE TOWN OF COCHRANE

DECLARED THE MOTION

CARRIED

DEFEATED

DEFERRED

REFERRED TO: _____

RECORDED VOTE - Requested by: _____

PETER POLITIS

Mayor (Deputy Mayor)

RECORDED VOTE	FOR	AGAINST	CONFLICT	ABSENT
France Bouvier				
Daniel Brunet				
Sylvie Charron – Lemieux				
Rodney Hoogenhoud				
Susan Nelson				
Peter Politis				
Marck Recoskie				

DECLARATION OF CONFLICT OF INTEREST

DISCLOSED HIS/HER INTEREST(S)

VACATED HIS/HER SEAT

ABSTAINED FROM DISCUSSION AND DID NOT VOTE ON THIS QUESTION.



Corporate Services Department
Clerk's Office
CITY of STRATFORD
City Hall, P.O. Box 818
Stratford ON N5A 6W1

519-271-0250 Ext. 5237
Fax: 519-273-5041
www.stratford.ca

November 28, 2022

Right Hon. Justin Trudeau
Prime Minister of Canada
Office of the Prime Minister
80 Wellington Street
Ottawa, ON K1A 0A2

justin.trudeau@parl.gc.ca

Dear Prime Minister:

Re: Resolution – Funding and Support for VIA Rail Services

At their November 14, 2022, Regular Council meeting, Stratford City Council adopted a resolution petitioning the federal government to adequately fund and fully support VIA Rail Canada in increasing the frequency, reliability and speed of VIA Rail service.

A copy of the resolution is attached for your consideration. We kindly request your support and endorsement.

Sincerely,

Tatiana Dafoe
Clerk

Encl.
/ja

cc: Premier Doug Ford
MPP Matthew Rae
MP John Nater
Association of Municipalities of Ontario
Federation of Canadian Municipalities
All Ontario municipalities



THE CORPORATION OF THE CITY OF STRATFORD
Resolution: Funding and Support for VIA Rail Service

WHEREAS The Corporation of the City of Stratford supports the National Transportation Policy and Section 5 of the *Canada Transportation Act*, S.C. 1996, c. 10 (as amended), which states in part:

"a competitive, economic and efficient national transportation system that meets the highest practicable safety and security standards and contributes to a sustainable environment, makes best use of all modes of transportation at the lowest cost is essential to serve the needs of its users, advance the well-being of Canadians, enable competitiveness and economic growth in both urban and rural areas throughout Canada. Those objectives are achieved when:

(a) competition and market forces among modes of transportation, are prime agents in providing viable and effective transportation services;

(b) regulation and strategic public intervention are used to achieve economic, safety, security, environmental or social outcomes

(c) rates and conditions do not constitute an undue obstacle to the movement of traffic within Canada or to the export of goods from Canada;

(d) the transportation system is accessible without undue obstacle to the mobility of persons, including persons with disabilities; and

(e) governments and the private sector work together for an integrated transportation system."

WHEREAS the Government of Canada has stated: "*we are serious about climate change*" and "*smart investments in transit help connection communities We will continue to work with communities and invest in the infrastructure they need today and into the future*";

WHEREAS Abacus data has indicated that Canadians are focused on building transit to reduce congestion and connect communities;

WHEREAS the Canadian Transport Commission main finding at public hearings in 1977 was that there should be no further reductions to passenger rail services;

WHEREAS the frequency of VIA trains running in Canada has been reduced significantly since 1977, causing a subsequent significant drop in ridership;

WHEREAS there is a need for balanced transportation with more using transit and less using automobiles;

WHEREAS the changing demographic relating to house prices, housing affordability will require further expansions of transit;

WHEREAS there is a need to visit tourist sites located along rail lines;

WHEREAS the annual cost of congestion to the Greater Toronto Hamilton Area economy alone is between \$7.5 and \$11 billion;

WHEREAS there are 10 million more vehicles on the road today than there were in 2000; and

WHEREAS the City of Stratford requests the support of this resolution from all communities served by VIA;

NOW THEREFORE BE IT RESOLVED THAT the Council of the Corporation of The City of Stratford recommends to the Government of Canada to adequately fund and fully support VIA Rail Canada in increasing the frequency, reliability and speed of VIA rail service in 2022 and successive years.

Adopted by City Council of The Corporation of the City of Stratford on November 14, 2022

The Corporation of the City of Stratford, P.O. Box 818, Stratford ON N5A 6W1
Attention: City Clerk, 519-271-0250 extension 5329, clerks@stratford.ca

Bonjour,

Le gouvernement de l'Ontario se prépare à célébrer pour une quatrième année la Journée provinciale d'action contre les détrit­us, qui aura lieu le mardi 9 mai 2023. La Journée d'action contre les détrit­us est soulignée annuellement en Ontario pour encourager la population, les communautés étudiantes, les municipalités et les entreprises de toute la province à agir ensemble pour sensibiliser leur entourage aux répercussions des détrit­us et des ordures dans les milieux naturels et à participer à une initiative de ramassage des détrit­us.

Nous espérons que vous avez reçu notre invitation à prendre date de l'événement et que vous vous joindrez à nous cette année.

Pour faire de la Journée d'action 2023 un succès, nous sollicitons votre soutien pour les activités suivantes :

1. D'ici la Journée d'action, utiliser vos canaux de communications pour inviter le public à participer à une initiative de ramassage des détrit­us, le mardi 9 mai ou pendant les week-ends entourant la Journée d'action contre les détrit­us, et pour diffuser des messages de sensibilisation aux répercussions des détrit­us dans les milieux naturels. Veuillez consulter notre [boîte à outils numériques](#) pour du contenu à partager – davantage de contenu sera ajouté d'ici la Journée d'action contre les détrit­us.
2. Planifier une initiative de ramassage des détrit­us le mardi 9 mai 2023 ou pendant les week-ends entourant la Journée d'action et inviter le public, des bénévoles, vos employés ou vos membres à y participer.
3. Partager et promouvoir l'utilisation du [Guide pour le ramassage des détrit­us](#) et le [Formulaire de rapport sur le ramassage de détrit­us](#).
 - Le [Guide pour le ramassage des détrit­us](#) présente divers renseignements pour planifier une activité de ramassage de détrit­us sûre et réussie, ainsi qu'un formulaire permettant aux participants de noter ce qu'ils ont collecté au cours de l'activité.

Veuillez noter que le Guide rappelle aux participants de tenir compte, le cas échéant, d'exigences municipales telles que l'obtention d'un permis pour nettoyer certaines zones ou la détermination d'un plan d'élimination des détrit­us.

- Les participants peuvent consigner des renseignements sur le ramassage effectué sur le [Formulaire de rapport sur le ramassage des détrit­us](#) et nous le soumettre. Ces renseignements nous permettent d'avoir une meilleure vision des détrit­us présents dans notre milieu et pourront servir à orienter les pouvoirs publics dans leurs prises de décisions à venir.

4. Publier au cours de la Journée d'action 2023 divers messages sur vos comptes de médias sociaux en utilisant le mot-clic #actiONDétritus.

La campagne numérique du ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs visant à promouvoir la Journée d'action contre les détritrus 2023 sera bientôt lancée - veuillez surveiller les messages à partager publiés sur nos comptes de médias sociaux (@ONenvironnement sur [Facebook](#), [Twitter](#), [LinkedIn](#) et [Instagram](#)) et vous abonner au mot-clic #actiONDétritus.

Nous sommes conscients qu'il reste encore beaucoup à faire pour réduire la production de détritrus et d'ordures et pour protéger nos sols et conserver nos sources d'eau propres et saines; nous sommes persuadés que la population de l'Ontario est prête à faire sa part pour y arriver. Ces dernières années, nos publications ont atteint jusqu'à 3,1 millions de personnes. Aidez-nous à continuer à sensibiliser le public et à encourager l'action!

Si vous avez des questions, veuillez contacter actONlitter@ontario.ca ou visiter <https://www.ontario.ca/fr/page/contribuez-reduire-detrित्र> pour plus d'informations.

Nous vous remercions de votre soutien et de votre collaboration pour garder notre province propre.

David Piccini
Ministre de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs